

« QUELLES CONSEQUENCES SUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI ? »
JEUDI 12 JANVIER 2023

SALLE/ADRESSE :	Salle Serge Reggiani, 1 Rue Lucien Lavacry, 76470 Le Tréport
PARTICIPANTS :	188 participants dans la salle, 112 personnes sur YouTube et 500 vues
DÉBUT > FIN :	19 h 01 > 21 h 53

Commission particulière du débat public (CPDP) :

M.	Michel BADRÉ	CPDP
Mme	Carmen BOULEY DE SANTIAGO	CPDP
M.	Dominique PACORY	CPDP
M.	Maël GOUMRI	CNDP
Mme	Juliette ROHDE	CPDP
Mme	Lola LAZARO	CNDP
Mme	Olivia WARION	CNDP
M.	David PROTHAIS (Animation/WDPE)	

Intervenants :

M.	Laurent JACQUES	Maire du Tréport
M.	Eddie FACQUE	Président - Communauté de communes des Villes Sœurs
M.	Antoine MÉNAGER	Directeur du débat EPR2 EDF
M.	Philippe QUIRION	CNRS/CIREN
M.	Jean-Luc LÉGER	CESER Normandie

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Messieurs dames, je vous propose que l'on démarre cette rencontre. C'est l'occasion, tout d'abord, de vous souhaiter, au nom de la Commission particulière du débat public qui organise ce débat, ses meilleurs vœux pour 2023. Elle a l'honneur d'être sur votre territoire ce soir pour cette 6 m  rencontre du débat public sur le programme EPR2 et le projet Penly. Nous sommes sur une 6 m  rencontre qui se focalise sur les conséquences sur l'emploi et la formation. D'autres sujets ont été abordés, notamment le 12 décembre, nous n'étions pas très loin du Tréport, au Petit-Caux, pour traiter des conséquences sur le territoire et l'environnement au niveau local. Là, nous sommes avec vous pour une rencontre sur cette thématique qui nous permettra aussi de débattre, bien sûr, des enjeux globaux de ce programme et de ce projet, avec une équipe au Tréport et une équipe en ligne.

Cette réunion est diffusée sur YouTube en direct et donc nous pouvons saluer les internautes qui nous suivent ce soir. Cette réunion est animée par une Commission particulière, vous en voyez les membres ici présents : Dominique PACORY et Carmen BOULEY DE SANTIAGO, ainsi que son président Michel BADRÉ ici présent et nous intervenons – pour me présenter, David PROTHAIS –   leurs côtés pour l'animation de la rencontre avec d'autres membres qui suivent le débat en ligne : Maël GOUMRI, que vous verrez tout à l'heure, et Juliette ROHDE ici présente également, avec nos équipes Lola LAZARO et Olivia WARION qui les aident pour animer la discussion en ligne. Nous sommes au Tréport, c'est un plaisir d'être sur votre territoire et je voudrais assez naturellement passer la parole à Laurent JACQUES, maire du Tréport, pour un mot d'accueil républicain.

M. Laurent JACQUES, maire du Tréport

Merci. Mesdames messieurs, avant de démarrer cette réunion, je voudrais déjà vous souhaiter à tous une bonne et heureuse année 2023, une année pleine de projets, pleine de réussite et surtout une année de bonne santé. Vous souhaiter la bienvenue au Tréport pour cette réunion organisée par la Commission particulière du débat public concernant le projet d'implantation de deux nouveaux réacteurs, notamment à Penly. Dans un premier temps, je souhaite rappeler à chacun que toutes les questions peuvent être posées et que toutes les opinions peuvent être exprimées, que l'on soit pour ou contre ou que l'on désire obtenir des informations. Tout peut être dit en restant dans le thème de cette soirée, sachant que d'autres thèmes sont débattus à d'autres dates et à d'autres lieux. La seule limite est de se respecter, de respecter tous les intervenants, même si l'on ne partage pas leur point de vue, bien entendu.

Pour ma part, il est tranché, je suis tout à fait favorable à cette implantation. Ce projet est un peu l'antithèse du parc éolien que l'on tente toujours de nous imposer ici au Tréport. Contrairement à ce dernier, les deux EPR peuvent produire une énergie décarbonée de manière fiable et à moindre côté en se basant sur une filiere française et locale. De plus, et ce n'est pas le moins important, l'implantation peut se faire ici au profit du territoire et non au détriment de notre territoire, en faveur de ses habitants et pas contre ses habitants, pour le développement économique de notre secteur et non avec la perspective de détruire des emplois et notamment je pense à mes amis p cheurs. Si la décision de construire deux EPR sur le site de Penly est prise, j'y vois de nombreuses opportunités dont notre commune et la communauté de communes des Villes Sœurs, dont je salue le président Eddie FACQUE qui est devant moi, pourront bénéficier dès lors qu'elles sont associées aux modalités de leur mise en œuvre.

Je vous souhaite à tous un bon débat et une bonne soirée, merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. JACQUES, pour ce mot d'accueil. Je vais me permettre une petite introduction pour parler un petit peu des objectifs de notre rencontre et de son déroulé et des règles que je vais vous proposer de respecter pour que le débat puisse être aussi serein que nous y invite M. JACQUES. Les objectifs de la rencontre, vous le savez, sont de parler des perspectives d'emploi et de formation liées au programme EPR2 en général, puisque c'est un programme ambitieux, et au projet de Penly en particulier qui nous occupe ce soir. Nous sommes là pour débattre, pour qu'il y ait des questions et des réponses qui soient apportées pour que l'on puisse échanger et réagir à vos questions, à vos avis, à vos recommandations.

Le déroulé va se dérouler ainsi :

- Un temps d'ouverture où l'idée est de vous apporter un certain nombre d'éclairages avec des parties prenantes qui vont vous donner de l'information pour donner de la matière à débat. Nous avons 5 intervenants que j'inviterai à rejoindre la table ronde ici présente en introduction ; 5 intervenants auxquels on posera un certain nombre d'interrogations pour que nous puissions disposer d'un socle d'information commun. Nous avons des représentants d'EDF, du CNRS, du CIRED, du CESER Normande, de Normandie Énergies et de la communauté de communes des Villes Sœurs. Je présenterai bien sûr les interlocuteurs tout à l'heure.
- Juste après, nous allons passer en groupes. L'idée est que vous ayez un temps d'échange à table. Vous avez découvert assez naturellement la disposition en tables, on va prendre une trentaine de minutes pour que vous puissiez, à chaque table, débattre et choisir les questions, les avis, les recommandations que vous avez envie de partager avec votre table, mais aussi en plénière. On prendra quelques questions, avis et recommandations. Vous êtes nombreux ce soir, on ne pourra pas tous les prendre, mais on les relaira ensuite dans des temps en séance plénière ; ce sera le troisième temps du débat. On va, thème par thème, reprendre vos questions, avis et recommandations.
- Le premier thème est la formation du personnel et sa disponibilité, c'est le thème numéro 1. On relaira certaines des questions que vous aurez choisies à table, mais on aura aussi des temps d'échange avec le public et aussi avec les internautes. On aura des personnes ressources ici présentes qui pourront réagir et apporter des éléments d'éclairage à vos questions et la parole sera ensuite donnée à la salle pour avoir un échange plus libre. Donc, temps 1, la formation du personnel et sa disponibilité. Temps 2, les conditions de travail et le recours à la sous-traitance. Voilà un petit peu un autre thème très important. Là aussi, même structure, on relaira certaines de vos observations issues des travaux à table et on aura un échange libre avec l'aide de nos personnes ressources qui pourront apporter des éléments d'éclairage et aussi partager, bien sûr, leurs interrogations. Un temps 3 sur la concurrence avec les autres filières, énergétiques notamment : les énergies renouvelables. On vient d'en parler avec l'introduction de M. JACQUES.
- Puis, un temps de conclusion avec une présentation des autres modalités du débat puisque, bien sûr, le débat ne sera pas épuisé ce soir, et un mot de conclusion du président de la Commission particulière, M. BADRÉ.

Voilà un copieux programme. Je ne vous cache pas que j'ai souhaité que l'on démarre à l'heure puisque, en trois heures, cela craque un peu. Je ne vous cache pas que l'on risque de déborder un petit peu et je remercie d'avance les intervenants et l'ensemble des participants en salle pour bien vouloir respecter les temps de parole que l'on va vous proposer. Les règles du jeu, si le déroulé vous est clair, sont au nombre de 5. La première est que, comme nous l'a invité Monsieur le Maire, nous sommes là pour débattre avec bienveillance, avec écoute, quelles que soient vos opinions, quels que soient les propos qui sont échangés ; c'est important, à la tribune, en salle, à table, d'avoir le maximum de respect pour toutes les opinions qui sont exprimées.

On attend des propos argumentés, compréhensibles pour toutes et tous ; argumentés au sens où c'est ce qui intéresse la Commission, des arguments pour qu'elle puisse dresser un compte-rendu avec le paysage argumentaire autour de ce programme et de ce projet Penly. Seuls les arguments comptent dans le compte-rendu. C'est l'occasion de vous dire qu'il n'y aura pas... Si par exemple vous applaudissez ou s'il y a des sifflements, cela ne sera pas pris en compte, malheureusement, dans ce document ; cela ne va pas peser, donc nous vous invitons à quelque retenue à cet égard et à bien privilégier l'argument qui nourrit ce débat, qui nourrira le débat parlementaire qui va suivre sur la loi de programmation énergie climat, donc nous sommes bien dans cette focale de collecter les arguments. On veille aussi à essayer d'avoir un langage simple et non technique. Cela, c'est surtout pour les intervenants pour que l'on puisse tous partager l'information.

Concision et temps de parole, c'est là où je voudrais insister. Vous avez vu que nous avons un petit chronomètre, il me reste 2 minutes 23, je vais essayer de les respecter. Lors des temps d'échange en salle en plénière, on souhaiterait adopter la règle des 2 minutes pour chacun et chacune, que l'on soit élu, que l'on soit partie prenante, que l'on soit habitant du territoire, que l'on soit commerçant ; quel que soit votre statut, principe d'équivalence cher à la Commission nationale, nous avons le même temps de parole en tant que citoyennes et citoyens.

débat public organisé par

En introduction, il y a des temps d'intervention qui sont de 4 minutes dans le sens où il y a de l'apport d'informations, ce qui fait une petite exception à la règle, mais, une fois que l'on aura passé ce temps, on passera sur un temps de 2 minutes.

Transparence, tout est enregistré, tout est diffusé, la vidéo sera mise en ligne et il y aura une traçabilité des échanges qui sera assurée. Tout ce que vous écrivez sur les supports sera retranscrit et mis en ligne et analysé par la Commission. Même si votre question ou votre avis ne passe pas dans la réunion parce que nous sommes nombreux ce soir, ce sera enregistré et pris en compte dans le débat, c'est important de le signaler.

Peut-être pour faire connaissance à table notamment, savoir qui est à votre table... Enfin, on ne va pas faire un tour de table, vous imaginez bien que c'est totalement impossible. Je voudrais vous poser quelques questions à main levée et je vous invite donc à lever la main si la réponse est positive. Est-ce que vous avez déjà participé à une rencontre de ce débat public ? Nous avons une bonne partie de la salle qui a déjà participé, donc vous connaissez bien les règles, le *timer* ainsi que les principes d'animation. Est-ce qu'il y a des élus dans la salle ? Très bien. Est-ce qu'il y a des membres d'associations ? Très bien. Est-ce qu'il y a des personnes qui travaillent ou ont travaillé dans le secteur énergétique, de manière générale ? Est-ce qu'il y a des membres de syndicats ? Est-ce qu'il y a des personnes qui n'ont pas levé la main, qui sont là à un autre titre ? Voilà, nous sommes tous citoyennes et citoyens, vous représentez peut-être d'autres organisations. Vous voyez la diversité, c'était l'occasion de voir à vos tables qui étaient là. On peut se féliciter de la diversité de vos participations qui sont là pour nourrir un exercice d'intelligence collective.

Je vais passer, si vous le voulez bien, à la séquence suivante. Je vais passer la parole à Carmen BOULEY DE SANTIAGO qui va nous présenter la question mise en débat ce soir. Carmen, c'est à toi.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Merci, David. Aujourd'hui, on se retrouve pour parler des conditions et des conséquences du programme et du projet sur l'emploi et le travail. On a travaillé avec Dominique et on s'est rendu compte qu'il y avait 10 questions et 17 avis sur la thématique du travail et de l'emploi qui avaient été déposés sur la plateforme, notamment les questions qui ont été répondues aux deux tiers par le maitre d'ouvrage et qui portaient sur la question de la sous-traitance, du nombre d'emplois directs et indirects générés par le programme et par le projet, de la question de l'adéquation entre les besoins en formation et ce qui est déjà existant, des conditions de travail et notamment d'accueil des nouveaux travailleurs, et des différences entre les différentes filières énergétiques.

Donc, c'est à partir de cela que l'on a proposé les trois sous-thématiques que David vous a présentées tout à l'heure. En plus de cela, nous avons réalisé plus d'une dizaine d'entretiens avec des parties prenantes, des associations, des chercheurs lors des derniers mois et d'autres questions sur le travail et l'emploi se sont invitées. Pour celles et ceux qui étaient là en Q4,   Caen, sur le retour d'expérience de Flamanville ou en Q5,   Petit Caux, sur l'impact sur le territoire et l'environnement, plusieurs questions qui traitaient vraiment du travail et de l'emploi se sont invitées pendant le débat public.

On en a aussi pris compte pour les intégrer aujourd'hui. C'est en nous fondant sur toute cette matière que nous avons défini les trois thématiques de la rencontre de ce soir, comme je vous le disais tout à l'heure, et nous proposons de passer la parole directement à l'introduction et nous vous remercions d'écouter avec attention ce temps introductif qui vous donnera des billes pour le temps en sous-groupe et de noter vos commentaires ou vos questions qui pourraient émerger pendant cette introduction afin de les partager après en sous-groupe, merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je vais inviter nos 5 intervenants à bien vouloir rejoindre les chaises ici présentes. Donc, je vais inviter Antoine MÉNAGER, directeur du débat public EPR2 pour EDF, M. QUIRION du CNRS, plus précisément du CIREN, M. Jean-Luc LÉGER du CESER Normandie, M. Didier P ZIER de Normandie énergies et M. Eddie FACQUE, président de la communauté de communes des Villes S eurs. Je vous invite à vous installer, vous devez avoir un micro. Installez-vous. Donc, là, on a un temps introductif de 5 fois 4 minutes avec des questions posées issues du travail préliminaire de la Commission particulière pour vous apporter des éléments d'information.

On va commencer par M. MÉNAGER d'EDF. Donc, vous êtes directeur du débat public EPR2 et on a envie de vous poser une question liminaire importante. Quels sont les besoins de main-d'œuvre, plus précisément le nombre et la qualification des emplois (directs et indirects) liés au programme EPR2 et au projet de Penly ? Merci à vous.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Merci. Bonsoir à toutes et tous et également mes meilleurs vœux pour 2023 et cette reprise du débat public. Merci pour cette première question parce que, effectivement, avant de débattre des conséquences, il faut revenir sur ce qu'est le besoin et ce qu'est la cause. Finalement, c'est d'abord une très belle opportunité vue d'EDF et vue de la filière, une chance pour le territoire, pour la France, pour nos jeunes, qui va nécessiter d'avoir les bonnes compétences au bon moment. Vous avez en photo les deux chapitres de notre dossier mètre d'ouvrage qui détaille ce que je vais vous dire. Nous avons déjà évoqué les points clés dans de nombreuses séances, je pense que tout le monde a entendu que l'on aurait près de 8 000 salariés au pic du chantier de Penly s'il était décidé, mais il faut aussi les replacer dans 30 000 emplois mobilisés au niveau national pendant toute la phase de déploiement du programme industriel de ces 6 EPR2. Attention, il ne faut pas tout, tout de suite.

Il faut, je l'ai dit, les bonnes compétences au bon moment et donc cela nécessite aussi de revenir sur les grands éléments du planning.  videmment, si ce programme est décidé avec ces 3 paires d'EPR2, la première à Penly, vous vous rappelez, on l'a peu dit, que les paires suivantes s'enchaîneraient à un rythme de 3-4 ans. Sur chaque paire, il y a 18 mois d'écart entre les deux réacteurs en construction. Quand vous projetez cela, cela veut dire que vous avez une charge industrielle continue pour la France de ces 30 000 emplois jusqu'à la première moitié des années 2040. Pour un chantier s'il se faisait à Penly, mais ce serait vrai pour les autres chantiers, à peu près chaque fois 3 à 4 années de travaux préparatoires avant 8 à 9 ans de la phase de construction ; je vais détailler les différents métiers qui s'enchaîneraient. Et puis, il ne faut pas oublier la finalité qui est de produire cette électricité bas carbone pendant au moins 60 ans et donc à tous les métiers d'exploitation que vous connaissez sur les centrales normandes actuelles.

Quand on affine les compétences dont on a besoin pour cela, redire d'abord que c'est de tous les métiers de l'industrie – j'insiste là-dessus – et de tous les niveaux de qualification et de formation. Il y a besoin de tous les métiers de l'industrie, tous les niveaux. En ce moment, nous sommes plutôt à fond dans les phases d'ingénierie qui vont s'amplifier à partir du moment, si le projet se décide, du passage des contrats : on va passer dans les études de détail avec nos différents fournisseurs pour faire les plans de ce que l'on va construire. Ce que l'on va construire va commencer par fabriquer les équipements dans les usines et donc il y a les phases de fabrication. Là, vous voyez toute la palette de métiers dans les usines en France, en Normandie. Le Cotentin a su le faire pour Flamanville, mais vous connaissez aussi les grands bassins que sont Le Creusot pour les composants du circuit primaire ou les groupes turboalternateurs à Belfort. Il y a tout cela à faire en France pour les 6 paires et la Normandie aussi a su le faire, pour Flamanville, pas mal dans le Cotentin. Après, une fois que l'on a tout cela, on va construire. On l'a déjà un peu évoqué, on commence par préparer le site, donc les fameux travaux préparatoires, donc ce sont plutôt les métiers des travaux publics. On a parlé de la falaise, mais il y a la plateforme. En gros, il faut se mettre dans les bonnes conditions pour lancer la construction et, là, ce sont les gros travaux du génie civil. Là, on construit les bâtiments, donc on commence par les métiers du génie civil, ferrailleurs, coffreurs, bancheurs et tout ce qui va avec ; des grutiers, entretenir les engins, la sécurité, coordonner les travaux, surveiller tout cela. C'est cela qui va vraiment faire... Jusqu'au pic du chantier, on estime à 3 200 emplois du génie civil qui vont faire le pic du chantier. Quand on dit 8 000, en fait, on arrondit ; on estime aujourd'hui à 7 600. Après, c'est la transition vers les métiers plutôt mécaniques, électriques, que l'on connait beaucoup dans la maintenance du parc nucléaire, dans les métiers qui sont neufs dans le grand carénage et dans la maintenance en général. Tous les équipements fabriqués en usine dont je vous ai parlé vont rentrer dans les bâtiments, on va souder les tuyaux, on va tirer les câbles – vous voyez la palette de métiers – avant de mettre tout cela en service progressivement et avant de rentrer en exploitation ; je l'ai dit, ce sont les métiers que vous connaissez en exploitation.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Monsieur, vous arrivez à la fin de votre temps, je suis désolé.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Eh bien, la fin de mon temps, c'est pour dire que c'est un enjeu, maintenant, pour le travailler avec toute la filière nucléaire au niveau national, avec le GIFEN, que l'on entendra certainement dans la soirée, et au niveau local avec tous les acteurs locaux qui sont au cœur du plan d'action territorial pour justement anticiper cette question clé dont on va débattre ce soir. C'est une chance, une opportunité et nous sommes très fiers de pouvoir porter ce projet. Merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. MÉNAGER. Je vais passer la parole à M. Philippe QUIRION du CNRS, plus particulièrement du CIRED (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement). On a une double question pour vous. RTE (Réseau de Transport d'électricité) et l'ADEME notamment qui ont réalisé différents scénarios énergétiques à l'horizon 2050. Est-ce qu'il est possible d'établir une comparaison du nombre des emplois générés par ces différents scénarios ? Par ailleurs, la SFEN (Société Française de l'énergie nucléaire) qui a publié, en 2021, un avis sur le travail et l'emploi quant à la production d'électricité par le nucléaire et par le renouvelable. Quel est votre avis, quel est votre regard sur cet avis, M. QUIRION ?

M. Philippe QUIRION, Directeur de recherche CNRS, CIRED

Merci pour l'invitation. Les conséquences sur l'emploi des politiques énergétiques et d'environnement, c'est un sujet sur lequel je travaille depuis longtemps, depuis une vingtaine d'années. Il y a beaucoup de chiffres qui circulent et qui sont difficiles à comparer parce que ce n'est pas le même périmètre. Quand vous faites un programme comme celui-ci, mais comme n'importe quel autre, vous allez développer des activités et donc créer des emplois, mais en même temps ce programme vient en alternative à d'autres et donc, par ailleurs, vous allez moins créer ou détruire des emplois ailleurs. Vous avez une première série d'études qui vont calculer un effet net en comparant les emplois crées dans un programme par rapport à un autre.

C'est ce que fait l'étude de la SFEN qui vient d'être mentionnée. En même temps, deux programmes ne vont pas avoir le même coût, donc l'un des programmes aura un surcoût et il va falloir que quelqu'un le paye et ce quelqu'un va moins dépenser ailleurs de ce fait-là. Il y a une autre famille d'études qui prend cela en compte, comme ce que j'ai fait dans l'évaluation du scénario négaWatt. Et puis, vous avez encore toute une série de mécanismes économiques qui sont pris en compte encore par une autre famille de travaux, dont ceux de l'étude de l'ADEME que je vais vous présenter également.

Ce sont deux études que je vais vous présenter qui comparent des scénarios très proches qui se distinguent quasiment uniquement par le fait qu'il y ait ou pas ce programme de construction de nouveaux réacteurs dans un cas, et puis dans l'autre davantage d'énergies renouvelables : celle de la SFEN et celle de l'ADEME. La SFEN nous dit que l'en comparant 2 des 6 scénarios RTE, le M23 dans lequel vous n'avez pas de nouveaux réacteurs nucléaires et le N03 dans lequel vous en avez, évidemment, dans le deuxième cas, vous avez plus d'emplois dans le nucléaire (88 000 en plus en équivalent temps plein), mais moins d'emplois dans les renouvelables avec, si l'on compte uniquement les emplois directs, 62 000 emplois en moins dans le scénario N03 par rapport au M23. Si l'on prend en compte également les emplois indirects, c'est-à-dire ceux chez les fournisseurs, la différence est un peu plus faible : -16% par rapport à -20%.

L'étude de l'ADEME repose sur une méthode différente puisque c'est un modèle macroéconomique qui vise à prendre en compte l'ensemble des rétroactions dans l' conomie. L'ADEME a fait 4 scénarios principaux avec des variantes ; là, c'est juste une comparaison entre deux variantes du même scénario qui s'appelle S3 et qui est assez proche sur la consommation d'énergie du scénario central de RTE : le S3Nuc avec donc le programme de 6 EPR dont on parle ici et puis le S3EnR dans lequel vous n'avez pas ce programme, mais en revanche vous avez davantage d'éolien flottant.

Dans tous les cas, comparer un scénario tendanciel, vous avez davantage de PIB (+1,4 ou 1,5% à l'horizon 2050), davantage d'emplois que dans le scénario tendanciel, mais avec une toute petite différence : 10 000 emplois en plus dans le scénario S3EnR par rapport au S3Nuc. En revanche, si l'on regarde juste l'emploi dans le secteur électrique, vous en avez un peu plus dans le S3Nuc que dans le S3EnR. En tout cas, très peu d'écart entre les deux variantes.

Conclusion, si on compare des scénarios énergétiques qui sont très différents, en particulier des scénarios dans lesquels on sort des fossiles et d'autres dans lesquels on n'en sort pas, vous avez des différences assez importantes en termes d'emplois qui se chiffrent en centaines de milliers d'emplois équivalent temps plein. En revanche, si vous comparez deux scénarios qui se distinguent uniquement par le fait de choisir, dans un cas, du nouveau nucléaire ou, dans l'autre, davantage de renouvelables, vous avez des différences plus modestes qui ne sont pas en centaines de milliers d'emplois, mais en dizaines de milliers d'emplois uniquement. Merci pour votre attention. Tout ce que je viens de vous dire se base sur des documents qui sont disponibles sur Internet, vous avez ici les références.

M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)

M. Jean-Luc LÉGER, vous présidez le CESER Normandie qui est une assemblée consultative composée de représentants patronaux, syndicaux, associatifs, du territoire, ainsi que d'acteurs du monde de l'environnement et de la recherche. Nous avons une question à vous poser. Comment le programme EPR2 est-il perçu par vos membres, au regard notamment des perspectives d'emploi et de formation en Normandie ?

M. Jean-Luc LÉGER, CESER Normandie

Pour résumer, il est bien perçu. Simplement, le CESER, le niveau régional en collectivité territoriale est le seul niveau en France qui a deux assemblées : celle que vous connaissez, le Conseil Régional, et celle que vous ne connaissez pas ou que vous êtes peu à connaître, le Conseil Économique Social et Environnemental. Vous ne votez pas pour les membres du CESER, nous sommes désignés par le préfet de région, alors que le Conseil Régional est un peu plus connu, notamment parce qu'il y a une campagne électorale qui vous permet de mieux le connaître et un président du Conseil Régional que vous connaissez certainement, Hervé MORIN, et un président de CESER que vous ne connaissez pas, Jean-Luc LÉGER. Notre travail est d'émettre des avis et, concernant la question, le fond de doctrine du CESER, et ceci depuis 2007, c'est le mix énergétique. Donc, la question n'est pas de choisir une source d'énergie proprement dite, c'est de considérer qu'il faut répondre aux besoins. Nous avons fait un rapport très récemment sur l'hydrogène – l'hydrogène qui n'est pas une énergie, mais qui est un vecteur, il faut quelque chose pour fabriquer de l'hydrogène – et nous avons évalué que, si l'on renouvelait le parc automobile complètement électrique, il faudrait doubler la production d'électricité. Peut-être que c'est un peu plus, peut-être que c'est un peu moins, c'est la réalité qui nous dira qui a raison, mais on voit bien qu'il y a une nécessité de produire plus d'énergie indépendamment du débat récent des capacités françaises, aujourd'hui, dans les différentes sources de production d'énergie.

Nous essayons toujours, et le groupe de travail qui s'est attelé à cette question-là proprement dite pour le projet EPR2... Cela n'a pas été seulement de rechercher les besoins en emplois qui ont été exposés, il y a des spécialistes pour cela, mais de regarder les besoins en emplois aussi ceux qu'on appelle « induits » qui sont peut-être les plus difficiles à percevoir, d'autant plus que M. MÉNAGER nous a expliqué que tous ces emplois, de l'ordre de 8 000, n'étaient pas des besoins immédiats ou dans le même temps, etc. Or, ce sont des adultes qui vont venir travailler et peut-être sont-ils accompagnés de conjoints et peut-être, pour certains nombres qui seront sur le chantier un temps significatif, viendront-ils aussi avec les enfants. Cela veut dire que d'un point de vue de besoin scolaire, de besoin y compris de formation pour les gens pour le site, sur les aspects de santé notamment hôpitaux, médecins, paramédicaux, etc., la culture également, mais aussi les infrastructures routières, mais aussi les infrastructures ferroviaires pour d'autres besoins éventuellement, ce sont des éléments à prendre en compte. Ce qui veut dire que, d'un point de vue stratégique, la balle n'est pas seulement chez l'opérateur, mais aussi dans les territoires, vers les élus, vers l'administration de l'État, pour qu'il y ait une vision globale des besoins et une sorte de chemin de fer qui court sur l'ensemble de la préparation du chantier, du chantier proprement dit et de la phase d'exploitation qui elle va durer un temps important. Ce sont ces prises en compte qui feront que, cette fois-ci, ce projet sera bénéfique en emplois.

M. David PROTHAIS, animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. LÉGER, pour cette intervention. Je vais passer la parole à Didier PÉZIER, vice-président de Normandie Énergies. Normandie Énergies est une filière d'excellence qui a vocation à fédérer et animer les acteurs normands de l'énergie. Question pour vous : quels sont les principaux défis, points de vigilance, en termes de travail et d'emploi à l'heure de penser la transition énergétique et électrique de la Région ?

M. DIDIER P ZIER, Normandie Energies

Bonsoir à tous. Peut-être un petit rappel par rapport à la filière Normandie énergies, c'est une filière du mix énergétique et de l'efficacité énergétique. Notre feuille de route est bien entendu l'énergie. Pour ce qui nous concerne, depuis plusieurs mois, notre objectif premier est de pouvoir travailler sur l'emploi compétence, d'avoir une vision sur demain et après-demain, sans compter aujourd'hui bien entendu. Donc, le but dans cette filière énergie est de pouvoir apporter à la fois une forme d'attirance de nos métiers, donc il faut attirer nos jeunes, les former, les adapter aussi aux besoins de nos entreprises pour que chacun puisse répondre aux attentes de ce projet. Pour ce faire, nous sommes, bien entendu, proches non seulement des entreprises – la filière Normandie énergies, c'est plus de 220 entreprises – mais aussi nous nous rapprochons de différentes associations, notamment Dieppe M ca énergies qui localement a des appuis qui nous permettent de pouvoir travailler avec eux, le GIPNO (Groupement des Industriels Prestataires dans le domaine du nucléaire) qui a une très grande expérience dans le domaine du nucléaire. Après, nous avons aussi toutes les structures, sans les oublier, mais nous avons la chambre de commerce, les différentes associations, le Pôle Emploi et cet ensemble nous permet de pouvoir travailler sur un objectif qui est fort, celui de pouvoir répondre aux attentes des entreprises et aux attentes de ce projet.

La filière est bien entendu structur e, coordonnée et mobilisée sur l'ensemble de la Normandie. Pour ce faire, un défi : la remontée en puissance du métier de l'énergie. On sent que, quels que soient les métiers, nous avons des métiers qui sont en tension. Donc, penser à l'avenir de nos jeunes, c'est le plus important. Les actions qui sont menées par la filière Normandie énergies sont notamment des salons de l'orientation, la participation de la filière sur le salon mondial du nucléaire au niveau national et au niveau international et puis ce sont différentes réunions auprès des entreprises pour pouvoir répondre à leurs attentes, notamment dans le domaine de la formation de leurs personnels. Et puis, surtout, un point qui est important, c'est de pouvoir travailler sur l'avenir de nos jeunes. Quand on sait que, à ce jour, il y a 50% de personnes qui travailleront dans quelques années sur les sites, ces 50% sont à l' cole, donc c'est à nous de pouvoir leur susciter l'intérêt pour qu'ils puissent venir nous rejoindre sur ces thématiques. C'est un point essentiel, donc on travaille non seulement avec les écoles, quelles que soient les écoles, du CAP au doctorat, il est important que l'on puisse travailler tous ensemble. C'est un travail collectif, c'est un travail avec la région, c'est un travail avec les écoles, c'est un travail avec les représentations syndicales – c'est important – et avec les entreprises. Le tout nous permet d'avoir une vision sur l'avenir. Si je peux me permettre, c'est une citation qui n'est pas la mienne, mais pour ce qui est de l'avenir : « il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible ». La filière Normandie énergies est là pour répondre à vos attentes.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. P ZIER. Dernière question pour M. Eddie FACQUE. Vous présidez la communauté de communes des Villes Sœurs et encore merci de nous accueillir ce soir pour cette réunion de débat. La question est la suivante : quelles seraient les incidences de l'arrivée du projet EPR2 sur votre communauté de communes ? Et quelles seraient vos inquiétudes à ce sujet ?

M. Eddie FACQUE, Communauté de communes des Villes Sœurs

Bonjour à toutes et à tous. Il est toujours important de pouvoir débattre de l'ensemble des sujets et d'autant plus quand ils sont aussi stratégiques. Il m'apparaît donc crucial de mesurer l'importance et le rôle des acteurs qui composent ce projet et j'entends bien à ce que la communauté de communes des Villes Sœurs ait pleinement sa place dans cette équation. Ce soir, les thématiques de la réunion reposent sur le travail et l'emploi, ce sont des domaines importants pour lesquels il faut s'interroger et identifier nos besoins, mais ils ne sont pas les seuls et ne seront pas les seuls. C'est bel et bien tout un écosystème d'accueil et des services à la population qu'il nous faut adapter et nous souhaitons être efficaces en matière de développement économique, d'urbanisme, de logement, de santé, de mobilité, de formation professionnelle et de tourisme. C'est donc bien tout un panel d'évolutions et de services à la population qu'il nous faut redessiner. Mes réflexions, effectivement, vont répondre à vos questions. J'ai 6 réflexions partenariales que l'on pourra évoquer tout à l'heure.

- En 1, ce serait conjuguer le « zéro artificialisation nette » de la loi climat et résilience tout en mobilisant du foncier. Soyons clairs sur le sujet, sans foncier nous ne pourrions pas construire les logements nécessaires pour accueillir dignement – et je répète dignement – cette nouvelle population. C'est donc un équilibre à trouver.

- En 2, ce serait accompagner les projets d'implantation des nouvelles sociétés à venir, y compris celles issues de la filière nucléaire.   cette occasion, il conviendra d'être vigilant et de s'assurer que des entreprises éphémères ne prennent pas la place de celles souhaitant s'installer durablement sur le territoire. Aujourd'hui, nous disposons, au sein de notre parc d'activité, du foncier mobilisable et conséquent d'environ 74 hectares à 30 minutes au cœur de la centrale. Il conviendra de les mettre à disposition intelligemment.
- Loger les milliers de salariés pendant et après le chantier tout en leur garantissant un accès optimal aux soins, à scolariser leurs enfants et proposer des moyens de garde adaptés. Il nous faut ensemble travailler à faire évoluer nos équipements. Concrètement, il est primordial que la relocalisation de l'hôpital d'Eu avance et avance très vite pour que tous bénéficient d'une offre de santé. Vous le savez la désertification médicale est un fléau partout en France et, en tant qu'élus, nous faisons le maximum pour attirer et inciter les étudiants en médecine à s'installer chez nous.
- Le 4 m  sujet qui m'interpelle, c'est partager. Partager les retombées fiscales que nos administrés sont en droit d'attendre, car, si nous partageons le risque, nous devons également partager la fiscalité liée à l'IFER (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux). Par conséquent, la fiscalité doit pouvoir être répartie de façon juste et équitable.
- Le point 5 qui sera mon avant-dernier point : développer. Développer la mobilité du territoire avec la création de la « pénétrante » pour d senclover le port du Tréport, qui sera un outil incontournable pour la réalisation de ce projet, et Eu afin de faciliter l'accès aux lycées pour les formations à venir. Le dédoublement de l'axe Le Tréport – Penly pour contenir l'augmentation du trafic routier qui est déjà chargé à certaines heures de la journée. Il est inconcevable que la partie sud de Penly bénéficie de cet aménagement et que la partie nord ne puisse pas également en profiter. Nous devons être logés à la même enseigne sur un même pied d'égalité.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

M. FACQUE, vous arrivez à la fin de votre intervention.

M. Eddie FACQUE, Communauté de communes des Villes Sœurs

J'ai mon dernier point qui est de proposer des offres de formations professionnelles pertinentes, adaptées à la réalité du marché et en adéquation avec les besoins des entreprises locales, mais aussi ceux d'EDF. Ainsi, nous pourrions lancer des formations spécifiques par secteur. L'objectif est de former les jeunes qui souhaiteraient travailler à Penly ou rester chez nous pour compenser les départs vers Penly. Il ne faudrait pas que nos entreprises actuelles subissent l'attractivité du projet EPR et perdent leurs salariés. Concrètement, il nous faut aller plus vite et accélérer le développement du territoire des Villes Sœurs en nous donnant les moyens d'investir pour l'avenir et simplement à la hauteur des enjeux. Notre vision doit être collective, commune, c'est un projet qui nous impactera à tous les niveaux et redimensionnera notre territoire. Merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci beaucoup, M. FACQUE. Je tenais à remercier nos intervenants. Je rebondis sur votre dernière intervention, vous avez abordé bien sûr les sujets d'emploi et de formation, mais aussi des sujets de fiscalité, des sujets de foncier, de services, etc., qui faisaient l'objet de la réunion précédente aussi qui a été largement abordée. Donc, nous vous invitons à regarder le replay qui est sur le site, si vous le souhaitez. La Commission avait bien conscience que les deux sujets sont intimement liés et votre intervention l'illustre. Je vais vous inviter à bien vouloir rejoindre les tables, avec deux petits commentaires en complément. La première chose est que, cela ne vous a pas échappé, nous regrettons la composition 100% masculine de cette table ronde. La Commission nationale du débat public est très attachée à des principes de diversité et de représentation de toute la diversité de la population française, y compris sur ce critère. Les conditions d'organisation n'ont pas pu permettre un meilleur équilibre, mais je tâcherai, dans la suite de la réunion, à m'assurer que la parole qui sera donnée au public puisse se faire avec un meilleur équilibre de toutes les catégories sociales et professionnelles. Une deuxième remarque aussi, Carmen.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Oui, merci, David. Suite à une question posée en ligne, juste pour préciser que M. QUIRION a bien été invité ici en tant que chercheur en économie de l'environnement et de l'énergie au CIREC, mais qu'il est également par ailleurs président de l'association du Réseau Action Climat. Voilà, merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, Carmen. On va passer au temps en groupe, je vous en ai parlé tout à l'heure. L'idée, si l'on peut partager la slide consigne, s'il vous plait en régie, c'est que l'on va prendre une petite demi-heure ; on a un petit peu dérapé d'une dizaine de minutes, mais on va essayer de tenir le cap. Ce travail en groupe est organisé de la manière suivante au niveau des consignes : il y a une personne à chaque table que l'on appelle un facilitateur ou une facilitatrice et qui est là pour faciliter les choses – c'est dans le texte – faciliter la distribution de la parole et la prise de notes. Bien sûr, cette personne est neutre et indépendante ; elle est là juste pour faciliter le travail. Il y a un support qui permettra de recueillir, sur les trois thèmes qui vous ont été proposés en introduction, vos questions, vos avis, vos recommandations. Donc, on va vous souhaiter un bon temps de partage autour des tables pour confronter, vos avis, vos questions, vos recommandations.

L'objectif, à la fin des 30 minutes, est que vous puissiez vous accorder sur deux éléments que vous souhaiteriez partager en plénière et que l'on relaiera auprès des personnes ressources et de vous-mêmes ; on va tous débattre des éléments qui ressortiront de vos échanges. Donc, il y a l'objectif à la fin de recueillir soit deux avis, soit deux questions, soit deux recommandations ou un panachage, à votre guise. Sachez toutefois que toutes vos contributions, tous vos points de vue individuels peuvent être notés sur le support, seront analysés et pris en compte dans la démarche du débat public, même si l'on ne relaie que deux questions et avis à la fin du temps de travail. Voilà, c'étaient rapidement les consignes, mais les facilitateurs et facilitatrices sont là pour vous les rappeler. L'occasion de saluer nos amis internautes que l'on va quitter pendant une demi-heure et on les invite bien sûr à revenir dans 30 minutes pour suivre la suite de la réunion, donc rendez-vous vers 20h10 plutôt que 20h00. Nous vous souhaitons de bons échanges, à tout à l'heure.

Interruption streaming YouTube durant les travaux de groupes.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Messieurs dames, le direct a repris en ligne. Nous sommes suivis sur YouTube, c'est le moment du partage en plénière de vos travaux. Je suis vraiment désolé, mais je vais poursuivre puisque nous avons un timing serré. Nous sommes attendus en ligne, mais aussi nous aimerions finir à une heure raisonnable que nous avons déjà dépassée ; il est peu probable que nous finissions à 22h00. Si vous le voulez bien, je vais vous inviter à bien vouloir vraiment terminer vos phrases et à reprendre le fil de la réunion. Nous savons que l'exercice est aussi frustrant qu'intéressant. Je glisse au passage qu'il y a un kit du débat sur le site du débat public qui permet d'organiser ce genre de moment chez vous, en famille, avec vos collègues, avec vos amis, si vous souhaitez débattre du sujet dans de bonnes conditions. On vous invite donc à le télécharger, il est sur le site du débat public.

Messieurs dames, on va commencer, si vous voulez bien. On ne va pas pouvoir passer la parole à toutes les tables malheureusement puisque vous êtes très nombreux ce soir. Il y a un code couleur qui est sur la table et je vais me permettre – on va s'accorder une vingtaine de minutes – de passer la parole successivement aux différents facilitateurs et facilitatrices qui sont à vos tables. L'occasion de les remercier puisque, pour la plupart, ce sont des étudiants de Sciences Po Rennes à Caen qui ont bien voulu participer à l'exercice. Merci à eux, c'est un exercice difficile et exigeant, on les remercie. J'ai tiré des couleurs... S'il vous plait, votre attention, je suis désolé d'interrompre ce temps de travail à table, mais il est temps que nous reprenions si nous voulons rentrer dans nos chaumières à un horaire raisonnable. Je vais tirer des couleurs et je vais inviter les facilitateurs et facilitatrices de ces tables à se lever et à restituer en quelques minutes la teneur des échanges – votre attention s'il vous plait – et surtout les deux questions, avis, recommandations que la table retient pour les relayer en plénière. J'ai un rose pourpre, la table numéro 11. Est-ce que le facilitateur ou la facilitatrice de la table 11 peut se lever ? Merci, on va vous donner la parole. Je vous invite à vous présenter et à nous dire ce qu'il s'est passé à votre table. S'il vous plait, un peu d'attention, nous reprenons en plénière, merci de votre attention.

Mme Claire BOUDIER, Facilitatrice

Bonsoir, je m'appelle Claire et j'étais facilitatrice de la table 11. La nature de nos échanges a vraiment beaucoup porté sur les enjeux de formation et de concurrence entre les différentes filières industrielles par rapport à l'emploi, aux besoins et aux recrutements. De ces échanges, on a pu tirer deux questions que je vais maintenant soumettre. La première portait surtout sur la formation : comment rendre plus attractifs les métiers de l'industrie pour répondre aux besoins du chantier qui ont été mentionnés plus tôt ? On a pu évoquer notamment, au cours des échanges, les difficultés pour les BTS à recruter des élèves dans leur formation, etc. Donc, la question de l'attractivité a été posée. La seconde question portait plus sur la concurrence entre les filières : comment associer les autres industries aux efforts qui sont faits pour rendre les métiers de l'industrie plus attractifs et faire que le projet bénéficie de manière globale à l'industrie du territoire, et pas seulement à EDF, mais aussi à l'ensemble des industries et entreprises qui ont du mal à recruter déjà aujourd'hui ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci pour cette restitution. J'ai un 4 d'une couleur plutôt beige marron. Je vous invite à vous présenter et à faire le même exercice, merci.

Mme Aline FOFANA, Facilitatrice

Bonjour, je m'appelle Aline. J'étais sur la table 4 et on a deux questions qui ont émergé. D'abord une sur le thème formation, besoin et disponibilité. La question était de savoir comment on allait gérer le timing des formations par rapport au projet. Est-ce qu'il y aura assez de personnes formées sur toutes les branches du projet, que ce soit de la construction des différentes pièces de la centrale ou que ce soit dès l'ingénierie ? Donc, la question est : comment organise-t-on et forme-t-on efficacement l'appel à des travailleurs sur le projet ? On avait une deuxième question qui est : comment accueillir dignement les personnes attirées par le projet ? Comment va-t-on faire pour avoir assez de services, notamment des services de santé, des infrastructures médicales, assez d'écoles et assez de routes ? Comment fait-on pour prévoir cela et pour anticiper l'arrivée de toutes ces personnes ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci beaucoup. Là, j'ai un petit carton noir sans numéro puisque l'encre devait être noire. Est-ce que le facilitateur ou la facilitatrice peut se lever ? Oui, je vous vois.

M. Jean PECHEREAU, Facilitateur

Je m'appelle Jean. Les questions qui ont été évoquées, comme cela a pu être le cas précédemment, sont notamment liées à la formation. Comment faire en sorte que les emplois nécessaires dans la filière et pour mener à bien ce projet soient pourvus sur le territoire ? Il y avait l'idée de former localement. Donc, comment cela va pouvoir être mis en place et quel rôle pour les pouvoirs publics, notamment l'État, pour coordonner les formations ? Une deuxième question, on avait des questionnements sur les aides à la restauration dans l'immobilier qui pourraient être proposées. On avait plusieurs personnes qui s'interrogeaient ce qui serait éventuellement mis en place à ce niveau-là.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Je tire le numéro 16 rouge. L'occasion de saluer Sophie qui n'est pas étudiante à Sciences Po Rennes à Caen et qui est membre de l'équipe du débat. Il y avait deux personnes, avec Marine, qui accompagnaient aussi les étudiants, on les remercie également.

Mme Sophie MARIE, Facilitatrice

La table était une table composée de personnes très impliquées dans le monde de l'énergie. Les deux sujets qui ont été abordés étaient le thème de la formation. Les gens ont estimé que le retour d'expérience de Flamanville avait été bien pris en compte par la filière et que de nombreux partenariats avaient été mis en place à travers le territoire, notamment à Cherbourg, Dieppe et Rouen, pour permettre un bon niveau de formation à venir. L'autre sujet qui a été évoqué était le sujet de l'attractivité avec l'intérêt que pouvait apporter la filière pour la société globalement et un peu toutes les promesses de perspectives. Voilà, c'étaient plutôt des avis et pas des questions.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Auxquels il sera possible de réagir et on les relaira tout à l'heure. Je poursuis avec un jaune, numéro 7.

Mme Héloïse ERIEAU PAJOT, Facilitatrice

Bonsoir, je m'appelle Héloïse. Ce qui est ressorti également de notre table a été sur la question de l'attractivité et de la formation avec le paradoxe qui a été évoqué précédemment avec la question de la formation des jeunes : est-ce qu'il y a assez de candidats et également d'offres de formation ? La seconde question qui est ressortie était la question de la pérennité locale des emplois et leur mobilité, sans doute, pour l'essentiel, si la construction des EPR de Penly a lieu.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Cela nous fait un petit lot de questions, avis et recommandations à commenter, donc je vous propose que l'on commence. Désolé pour les tables qui n'ont pas été tirées au sort, vous aurez l'occasion d'intervenir plus tard et, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, tout est noté, enregistré et sera analysé. On va commencer peut-être par le premier thème, un thème qui a été assez plébiscité par rapport à ce que l'on vient de se dire ; on peut l'afficher peut-être à l'écran, c'est le thème de la formation et de la disponibilité. Je vais me tourner vers Dominique pour qu'il relaie les questions qui ont été citées ou fasse appel aux facilitateurs pour les répéter et passe la parole à un intervenant ou une intervenante pour apporter des éléments de réponse.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Bonsoir. Je vais passer la parole directement à M. BARD du GIFEN (Groupement des Industriels Français de l'énergie Nucléaire) qui est le délégué général. Si vous voulez être accompagné sur votre réponse par quelqu'un d'autre, n'hésitez pas, M. BARD. Je pense que la question est sur la formation en général et, vous avez bien compris, sur le planning également, mais peut-être qu'EDF pourra compléter cette question.

M. Olivier BARD, Délégué général du GIFEN

Merci, M. PACORY. Bonsoir à tous. Effectivement, on peut constater qu'il y a beaucoup d'interrogations sur la formation. Peut-être que la question que l'on peut se poser est de savoir ce qu'il y a à former, combien de personnes il faudra former, pour faire quoi. Finalement, la question est de savoir si l'on sera capable de former le nombre de personnes nécessaires. La réponse est clairement oui pour deux raisons. La première, c'est que l'on a une filière qui existe déjà et qui va pouvoir accueillir les gens à recruter et les gens à former. La filière française, c'est déjà plus de 200 000 personnes et on aura besoin, en gros, d'environ 10 000 à 15 000 personnes en plus par an sur les 10 ans qui viennent ; on sait cela pour la deuxième raison. La deuxième raison, c'est que les entreprises de la filière que je représente aujourd'hui se sont préparées à ce programme de manière à le rendre possible s'il était décidé. Dans cette préparation en particulier, le GIFEN, le syndicat professionnel des entreprises, a doté la filière d'un outil de préparation des capacités industrielles et des compétences qui permet d'évaluer le nombre de personnes dont on va avoir besoin dans tout un tas de métiers – 80 métiers, on a segment  les choses – sur les 10 ans qui viennent. Comme l'a dit Antoine dans son propos liminaire, les emplois viendront progressivement. Il y aura d'abord des ingénieurs d'étude, des gens qui vont travailler dans les usines pour fabriquer les équipements, le génie civil puis le montage, etc. On regarde donc cela de manière à ce que l'on sache combien de personnes recruter chaque année et pour avoir, comme cela a été dit, les compétences au bon moment.

La première tendance, je l'ai dit, c'est 10 000 à 15 000 personnes par an environ, donc c'est important, mais c'est à mettre en regard d'une filière qui pèse déjà 200 000 personnes. Je partage parfaitement les préoccupations qui ont été évoquées tout à l'heure, c'est beaucoup de recrutements, beaucoup de formations dans les régions et pour cela on regarde aussi de manière régionalisée où sont les besoins, où sont les formations et c'est l'objet de l'Université des Métiers du Nucléaire de travailler à cela avec l' tat. La question a été posée de savoir ce que fait l'état : il travaille avec nous pour que les formations soient présentes.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

On avait ce soir invité l'Université des Métiers du Nucléaire, Mme BADIA en l'occurrence, la présidente, qui n'a pas pu venir ; cette semaine, elle nous a prévenus qu'elle était indisponible. S'il y a besoin de compléter en son nom, puisque je crois que vous êtes en relation avec elle, n'hésitez pas, M. BARD, à ce sujet.

M. Olivier BARD, Délégué général du GIFEN

Oui, on travaille étroitement. J'étais en train de commencer à le dire, l'Université des Métiers du Nucléaire a été cr e  il y a 2 ans pour précisément interagir avec le milieu de l'enseignement et faire en sorte que, en regard des besoins que je viens d'évoquer, il y ait des formations aux bons endroits dans les bonnes régions. On a beaucoup de formations qui mènent au nucléaire, la question est de savoir si elles sont exactement aux bons endroits. Le sujet d'attractivité qui a été évoqué est parfaitement partagé et qui aujourd'hui mobilise déjà beaucoup pour faire en sorte que ces formations soient remplies. La bonne nouvelle est qu'il y a une vraie dynamique, ces formations commencent à attirer. Personnellement, pour faire beaucoup de conférences avec les jeunes, je peux vous dire qu'ils sont très intéressés, on reçoit beaucoup de demandes de stages, donc il faut que l'on s'organise pour les capter. Peut-être un élément que je voudrais signaler, on vient de créer, en tant que filiere, un site qui s'appelle « monavenirdanslenuclaire.fr » où l'on met toutes les offres d'emploi, tous les stages, de manière à ce que, assez simplement, quand quelqu'un veut venir dans le nucléaire, on sache comment l'y amener. Il y a une raison très simple pour laquelle il y a cette dynamique, c'est que les gens ont compris qu'ils allaient travailler dans un secteur qui fait de l'énergie décarbonée pilotable et donc cela répond vraiment au besoin de sens qu'ont les jeunes et c'est vraiment ce qu'ils nous disent aujourd'hui quand on les rencontre.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Dominique, une autre question.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Peut-être qu'EDF peut compléter la réponse sur le planning. Est-ce qu'un planning est en cours ? Est-ce que vous avez un planning sous la main ? Comment est-ce que cela va se passer ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

M. MÉNAGER, je vous invite à vous lever, si vous le voulez bien. Un petit problème de son,  a va se régler, ne vous inquiétez pas. Allez-y, M. MÉNAGER. Parlez dans le micro, si vous le voulez bien, M. MÉNAGER. Monsieur va vous le tenir, ne vous inquiétez pas. On va vous passer un autre micro.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Très rapidement, le planning, il faut que ce soit décidé. Donc, il faut mener ce débat et on verra ensuite les décisions. On a des hypothèses, mais, en fait, ce sont les bonnes compétences au bon moment, c'est cela qu'il faut retenir, ce n'est pas d'un seul coup les 8 000 ou les 30 000 et vous l'avez compris. Si le projet se décide, le temps du débat, les lois, nos demandes d'autorisation, les travaux préparatoires de Penly, ce sera cela la première étape ; métiers des travaux publics et ensuite génie civil. Donc, on peut se donner des horizons de temps. Si on est optimiste – nous portons un projet, donc nous sommes forcément optimistes – on aimerait des débuts de travaux préparatoires en 2024 et puis aller vers les débuts des travaux de construction de génie civil vers 2027-2028. Voilà les temporalités et ce sont des éléments de points de départ et ce sont les métiers de la construction qu'il faut déjà mobiliser. S'il y a une réponse, un planning, c'est cela d'abord.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Merci. Est-ce que les syndicats présents dans la salle veulent réagir sur le retour d'expérience de Flamanville ? Allez-y. Il y a deux syndicats. Alors, la CFE, je crois, allez-y.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je vous invite à vous présenter et à bien vouloir vous lever afin que l'on vous voie bien sur YouTube et en salle.

M. Hervé FREMONT, CFE-CGC

Bonjour à toutes et à tous. Hervé FREMONT, j'habite Dieppe et je suis représentant du personnel pour la fédération CFE et pour l'alliance CFE UNSA Énergies. Je voulais rebondir sur ce qu'évoquait M. MÉNAGER et ce qui vient d'être dit juste avant concernant la formation. Sur le volet emploi, il y a de nombreuses actions qui sont engagées à des niveaux différents sous l'égide de structures différentes. Cela témoigne donc d'une importance que nous accordons à cet enjeu. Néanmoins, il semble que tout le monde s'en occupe de manière dispersée avec à la clé une perte d'efficacité vraisemblable ; c'est mon avis. Or, il est indispensable d'agir avec méthode et de structurer pour assurer une cohérence globale. Nous observons une multiplication du diagnostic pour identifier les besoins en emploi. Au final, quel est concrètement, pour l'année 2022, le nombre de personnes qui ont été formées en plus des années précédentes ?

Des chiffres à nous donner, M. BARD du GIFEN nous en a donné un peu. Par contre, depuis que l'on parle d'un manque de soudeurs et un manque de compétence, nombreux sont ceux qui se sont engagés à mettre en place des écoles de soudure, par exemple, et des formations de perfectionnement, mais la vraie question est qu'elle ne se contente pas forcément qu'à ce métier de soudeur ou de tuyauteur. Si on prend le REX de Flamanville, les entreprises qui travaillaient pour le maître d'ouvrage à l'époque ont eu énormément de mal à trouver ces compétences. Donc, il nous paraît aujourd'hui essentiel que cette thématique soit structurée et coordonnée au niveau de l'État – on n'en a pas entendu parler – lequel a un rôle essentiel à jouer notamment vis-à-vis de l'Éducation nationale et des subventions à adresser. Je termine. De plus, dans les entreprises, on doit travailler avec le corps enseignant. Aujourd'hui, je pense que l'on est en retard, donc j'aurais trois questions qui vont rebondir sur les questions qui ont déjà été posées.

- Concrètement, quel va être le dispositif mis en place ? Avec quelle gouvernance ?
- Quel sera le rôle de chacun : État, collectivité, maître d'ouvrage, entreprises ?
- Pour terminer, quelle est la feuille de route précise d'un pilotage exigeant ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Votre propos était bien plus large que l'interpellation sur le REX de Flamanville ; il est tout à fait pertinent, mais j'invite les personnes ressources à bien vouloir d'abord réagir aux questions du public qui ont été posées. Après, on aura des temps d'échange où vous pourrez vous exprimer librement. Il y avait une autre réaction syndicale.

M. Jean-Paul CHOULANT, CFDT

Oui, bonjour. Jean-Paul CHOULANT de la CFDT Normandie. Je suis dans mes mandats sur les sujets d'emploi et formation, en particulier je suis vice-président de Transitions Pro Normandie, association paritaire qui a remplacé le FONGECIF et qui travaille donc sur les possibilités de reconversion professionnelle. Ma question n'est pas directement liée au REX, mais elle va avec quand même, c'est de se dire que l'on est dans une période de tension de recrutement, on dit que l'on a du mal à trouver les gens et, dans le même temps, je pense qu'il va falloir aller chercher aussi des demandeurs d'emploi pour les former sur un certain nombre de métiers. Globalement, les demandeurs d'emploi qui sont employables étaient déjà dans l'emploi et je pense, pour travailler sur les sujets, que ce sont aussi des sujets sur lesquels on peut travailler sur le territoire et avec la région, Pôle Emploi et d'autres acteurs.

Il y a, je pense, un travail de remobilisation et de reprise de confiance sur les demandeurs d'emploi du territoire pour leur permettre de se remettre en route et d'aller sur les formations. On va sûrement être sur des métiers moins qualifiés, mais pas toujours et je pense qu'il y a un vrai sujet de se dire comment on permet sur le territoire, par rapport à des salariés, d'aller vraiment se remobiliser et d'aller sur le sujet. Après, par rapport au sujet du REX de Flamanville, il y a eu tout un travail d'accompagnement et le FONGECIF, entre autres, à l'époque, a travaillé dessus, mais avec d'autres, sur un EDEC. C'est tout le travail aussi sur la sortie des sous-traitants.

On parle de l'entrée, mais je pense qu'il y aura aussi le sujet de la visibilité que l'on donne aux sous-traitants en termes de reconversion à l'issue du chantier, soit en mobilité pour aller sur d'autres chantiers, mais aussi comment on peut leur permettre de, sur le territoire après...je pense qu'il y aura tout le sujet du travail. C'est un gros truc, cela vient de finir sur Flamanville ; l'EDEC vient d'être clôturé. Je pense qu'il y a aussi ce vrai sujet-là, il y a l'entrée en formation, mais comment l'on permet aux salariés, quand ils sortiront du chantier. Soit ils ont des possibilités de continuer sur d'autres chantiers EPR ou comment on leur permet, sur le territoire aussi...les compétences acquises, qu'elles puissent profiter au territoire.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Je vois que l'on rentre dans le débat plutôt que de répondre aux questions, mais encore une fois votre propos est tout à fait pertinent. Il y a d'autres syndicats qui vont bientôt prendre la parole. Je voudrais qu'on lance la discussion avec la salle et sur YouTube, que l'on prenne des premières réactions pour continuer par rapport à ce qui vient d'être dit, échanger avec les parties prenantes ici représentées et approfondir ce sujet de la formation. N'hésitez pas à lever la main si vous souhaitez prendre la parole pour réagir, formuler une nouvelle question ou partager une recommandation. Allez-y, monsieur. Je vous invite à vous lever, à vous présenter. Deux minutes sur le thème de la formation et de la disponibilité.

M. Éric PANCOUP, CGT

Bonsoir à tout le monde. Éric PANCOUP, CGT, je travaille dans la métallurgie. Je voulais revenir sur Flamanville. J'ai entendu les écoles de soudure ; l'école, c'est très bien, mais c'est peut-être aussi l'après. L'école de soudure, ce que je retiens sur Flamanville, c'est qu'on leur a appris à souder simplement ce qu'on avait besoin pour l'EPR, c'était de souder des tubes. Il y a eu le chantier, cela a été dit tout à l'heure, quand le chantier est terminé, les gens avaient leur formation de soudeur, mais, juste à côté, il y avait un gros utilisateur de la métallurgie qui s'appelait « Les Chantiers Navals » et qui était en train de fabriquer des sous-marins, donc ils avaient besoin de soudeurs, mais ce n'était pas du tout le même type de soudures. La grosse différence est que c'étaient de grosses plaques. Donc, ces gens avaient suivi une formation de soudeur de tube, mais ils étaient incapables de souder les plaques pour les sous-marins. Donc, il y a peut-être cela aussi à voir après. Oui, faire une formation pour travailler pour le nucléaire, mais ceux qui ne resteront pas dans le nucléaire, parce que c'est bien ce qui a été dit tout à l'heure, il y aura des travaux plus ou moins à long terme, c'est voir aussi l'après dans le secteur et la région. Si l'on veut que les gens restent dans la région, il faut prévoir les métiers d'après.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci de votre intervention. Je vais prendre deux autres observations, avis, questions et recommandations de la salle. Il y a monsieur. Je cherche des femmes, elles étaient sous-représentées à la tribune, n'hésitez pas à lever la main.

M. Nicolas VINCENT, Délégué syndical CNPE de Penly, CGT

Bonsoir à toutes et à tous. Je suis Nicolas VINCENT, je suis le délégué syndical CGT du CNPE de Penly. Voilà plusieurs réunions auxquelles je participe. Aujourd'hui, nous évoquons les conditions et conséquences du projet EPR2 sur le travail et l'emploi. Précédemment, nous avons évoqué les conditions et les conséquences sur le territoire. En fait, ces thématiques se complètent, l'attractivité du territoire permettra son développement économique, ce qui entrainera inévitablement des conséquences sur l'emploi et le travail. Pour cela, il faut que les infrastructures facilitent l'accès au chantier EPR, que les médecins s'installent sur le territoire pour rendre l'accès aux soins possible, que les formations répondent aux besoins du territoire et du chantier, que les entreprises puissent s'y développer, que les emplois puissent être pourvus pour que les jeunes songent à s'y installer. Les emplois, parlons-en. Il faut que les entreprises puissent bénéficier de salariés issus de la région.

Les besoins en métiers spécifiques sont importants. Quand allons-nous voir des formations de soudeur, tuyauteur, instrumentiste, dispensées sur la région d'Épouisses pour permettre aux jeunes et aux privés d'emploi d'y accéder et par la suite obtenir les emplois générés par ce chantier ? Cela doit se faire également par les écoles de métier EDF. Pour que le projet se fasse, il faut mettre toutes les conditions pour gagner l'acceptation sociale ; l'accès à l'emploi et aux formations, l'accès aux soins et aux infrastructures seront des éléments déterminants. À cela s'ajoutent les conditions d'accueil et de logement de haut niveau.

Autant de points essentiels, sans oublier la responsabilité que le maitre d'œuvre EDF devra engager afin de permettre le succès escompté sur ce chantier. EDF, opérateur public du nucléaire, doit redevenir une entreprise saine financièrement et socialement pour conduire un tel projet et un tel chantier. Pour nous, la CGT, le d mantement d'EDF, c'est non, aujourd'hui et demain. De ce fait, en tant que représentant des salariés et des agents du CNPE de Penly, le soutien du syndicat CGT se fera, si l'ensemble des conditions sont réunies, pour ce grand chantier national. Merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. J'avais une main levée de madame au fond de la salle. On va finir sur cette intervention, on va avoir quelques réactions des personnes ressources et après on passera la parole à Maël, s'il le veut bien, dans une dizaine de minutes, pour relayer les propos des internautes. Merci.

Mme Myrto TRIPATHI, Les Voix du Nucléaire

Bonjour. Myrto TRIPATHI, citoyenne et présidente de l'ONG « Les Voix du Nucléaire ». Nous sommes une association de bénévoles avec beaucoup de jeunes puisque la majorité, d'assez loin, de nos adhérents sont en dessous de 35 ans. En fait, ce que l'on constate parce que l'on échange énormément avec beaucoup d'étudiants et de filières d'ingénieurs, de techniciens et d'artisans qualifiés, c'est qu'aujourd'hui il y a un déficit en France de 20 000 ingénieurs par an, que les places en  cole d'ingénieur sont supérieures au nombre de candidats et qu'en regard de cela, pour assurer la transition énergétique dans le nucléaire, mais aussi dans tous les autres métiers de l'efficacité énergétique, de l'électrification, de l'hydraulique, de l'éolien et du solaire, il va y avoir besoin d'énormément de ces compétences et de ces formations.

Ce qui manque – c'est aussi une des conclusions de la table à laquelle j'ai participé aujourd'hui – c'est finalement que l'on redonne de l'attractivité à ces métiers, que l'on relance et que l'on redonne à voir les perspectives qui sont non seulement des perspectives d'emploi, qui sont des perspectives de carrière et qui sont aussi des perspectives de mobilité, ou de non-mobilité pour ceux qui ont envie, parce que ce sont des métiers qui sont capables aussi bien de donner de quoi faire sur un territoire donné, mais aussi de se déplacer sur le territoire national, voire d'aller même au-delà parce qu'il y a un avenir extrêmement clair, extrêmement document , extrêmement enthousiasmant qu'il convient de partager autant que possible avec ces jeunes et ces moins jeunes que l'on veut attirer au sein de la filière nucléaire. Voilà, donc le message est vraiment de donner à voir autant que possible, tous autant que vous êtes, ces messages positifs et ces perspectives positives parce qu'elles ne sont pas forcément retranscrites telles quelles dans le débat public et c'est un vrai manque de représentativité, de justesse de la représentativité de ce qu'est une réalité qui est l'attractivité profonde et sincère de la filière nucléaire en France. Merci.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci beaucoup. On a parlé d'attractivité, des perspectives de recrutement. Dominique, on pourrait faire réagir plusieurs acteurs.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Oui, je vous remercie. On pourrait peut-être passer la parole à Pôle Emploi pour les emplois et peut-être aussi au Conseil Départemental pour les personnes qui sont allocataires du RSA ensuite.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Monsieur, je vous invite à regarder la caméra pour nos amis internautes.

M. Christophe SARRY, Pôle Emploi

Christophe SARRY, directeur du Pôle Emploi de Dieppe, bonjour. Pour répondre sur la question des emplois et aussi à l'intervention de M. CHOULANT tout à l'heure concernant les demandeurs d'emploi et leur accompagnement, l'idée – c'est bien notre boulot – est d'être l'intermédiaire entre les besoins des industriels et des entreprises et puis les besoins des demandeurs d'emploi et les faire se rencontrer ; c'est notre cœur de métier. Si c'était simple et qu'il y avait juste à diffuser des offres et que les gens aillent vers les entreprises, cela se saurait, mais ce n'est pas aussi simple. Cela nécessite de l'accompagnement, c'est ce que l'on fait au quotidien : accompagner des gens qui n'ont pas forcément des réseaux, des connaissances, etc., c'est notre travail de faire connaitre les entreprises, les métiers.

Nous ne connaissons pas les métiers parfaitement, loin de là, et donc nous sommes en relation proche au quotidien avec des chefs d'entreprises qui viennent à l'agence pour présenter leurs postes, présenter leurs métiers, se faire connaitre pour que les demandeurs d'emploi puissent se positionner en toute connaissance de cause. C'est ce que l'on fait déjà au quotidien.  videmment, si le projet a lieu, il faudra qu'on le démultiplie à l'envi parce qu'on est sur d'autres échelles que celle d'aujourd'hui. En tout cas, on fait cela au quotidien. En matière de formation, là aussi, ce qui existe actuellement est peut-être insuffisant, mais nous travaillons en partenariat avec la région, avec tout un tas d'autres structures et il y a déjà des actions de formation qui se mettent en place ; pas au niveau encore des attendus du chantier, mais il y a effectivement des formations de soudeur sur le territoire, de tuyauteur, on travaille avec différents organismes de formation locaux. Donc, cela reste à démultiplier, cela reste à progresser, mais en tout cas il y a déjà des choses qui se font localement avec des interlocuteurs locaux et un partenariat local.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Est-ce que vous aurez une maison Pôle Emploi sur le site ou pas ? Est-ce qu'il y aura une structure ?

M. Christophe SARRY, Pôle Emploi

L'idée a été reprise de l'expérience de Flamanville, il y avait effectivement une antenne dédiée sur le chantier et il est très probable que l'on reprenne cette expérience-là parce que cela avait bien fonctionné. Si le chantier a lieu, effectivement, on mettra à disposition des collaborateurs de Pôle Emploi qui seront vraiment des interlocuteurs privilégiés des entreprises de ce territoire et puis des demandeurs d'emploi qui seront intéressés. Donc, oui, c'est l'idée.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

M. BERTRAND, pour le Conseil Départemental, est-ce que vous pouvez dire un mot sur le retour à l'emploi des allocataires du RSA ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Un micro va venir à vous.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Peut-être que l'état pourrait répondre après éventuellement sur le rôle de l'état pour la coordination des moyens.

M. Nicolas BERTRAND, Conseil Départemental de la Seine-Maritime

Oui, effectivement, bien sûr que le département de la Seine-Maritime va prendre sa part dans ce beau projet avec une démarche et un rôle de facilitateur. Le département de la Seine-Maritime, c'est collectivité des solidarités territoriales, mais collectivité des solidarités humaines et vous avez raison de le rappeler, notamment au travers de la compétence de l'insertion. Aujourd'hui, sur le département de la Seine-Maritime, on a 40 000 foyers qui sont bénéficiaires du RSA et on a d'ailleurs commencé une phase d'expérimentation en interne au niveau du département de la Seine-Maritime en plaçant, par exemple, des BRSA au niveau de nos collèges ; on en a placé dans 109 collèges publics. On s'aperçoit effectivement que le retour est plutôt intéressant. On en a 7 ou 8 qui ont décroché, mais, on aurait été sur un public hors RSA, cela aurait été exactement la même tendance. Donc, sur ce sujet, le département sera au rendez-vous, au travers d'une plateforme que l'on a mise en place au mois d'octobre 2022, Job76. Donc, bien évidemment, on sera au rendez-vous. Et puis également l'idée sera que, au travers des marchés publics, il y ait une clause sociale d'intégration de ce public.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Merci. Peut-être deux mots de l'état sur la coordination locale. On est bien sûr sur un programme et sur un projet... Au niveau du projet, ce n'est peut-être pas l'état au niveau local, mais peut-être que Monsieur le Sous-Préfet peut répondre pour la coordination en local.

M. Pascal VION, Sous-préfet de Dieppe

Merci. Pascal VION, sous-préfet de l'arrondissement de Dieppe. Quelques mots sur le rôle de l'État dans l'hypothèse que le projet soit retenu. Évidemment, eu égard à l'importance du dossier, l'État sera particulièrement mobilisé, c'est un dossier qui sera placé « au-dessus de la pile », pour reprendre l'expression du DREAL qui est à côté de moi, c'est évident tant les sujets sont nombreux et vastes, premier point. Deuxième point, cela nécessitera vraisemblablement la nomination d'un coordinateur, donc ce sera sans doute un haut fonctionnaire qui sera nommé pour coordonner l'action des services de l'État, comme je viens de l'indiquer, mais également celui des opérateurs de l'État comme Pôle Emploi et puis bien sûr le travail avec les collectivités territoriales qui devra être mené sur les questions d'urbanisme, de logement, de route, de sécurité, etc. Ce ne sera pas le sous-préfet de Dieppe qui portera cela avec ses petites mains, il faudra évidemment une équipe spécifique. Voilà le rôle de l'État, mais c'est encore un petit peu tôt.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Je propose que l'on passe la parole non pas à Maël GOUMRI comme je l'ai annoncé tout à l'heure, mais à Juliette ROHDE, également membre de la Commission particulière du débat public et de l'équipe du débat, pour nous relayer un petit peu le propos des internautes et relayer quelques questions, avis ou recommandations pour faire réagir la salle.

Mme Juliette ROHDE, Commission particulière du débat public

Merci beaucoup, David. Bonsoir à toutes et à tous. En effet, je suis avec mon collègue Maël au fond de la salle et nous suivons le tchat YouTube en direct, donc je vais vous relayer quelques questions concernant cette première thématique qui est celle de la formation et de la disponibilité du personnel, même si ce n'est pas, je dois dire, la thématique qui a le plus mobilisé pour l'instant sur le tchat YouTube. En revanche, les premières interventions ont généré forcément beaucoup de commentaires et de questions, notamment sur les bénéfices comparés entre les emplois générés par les énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque) et le nucléaire, que ce soit en termes de pérennité, de niveau de salaire, de conditions de travail, de nomadisme, etc. Et puis, il y a aussi des batailles de chiffres ou en tout cas des questions sur les chiffres, le nombre de personnes qui travaillent dans le nucléaire en général en France, le nombre de personnes qui travaillent grâce au nucléaire en Normandie, etc. Je voulais juste préciser pour les personnes qui sont en ligne que ce sont autant de questions qui pourront être relayées via le système de questions-réponses.

Maintenant, sur la question de la formation spécifiquement et de la disponibilité du personnel, je voulais relayer cette remarque qui dit que la situation est déjà très tendue actuellement en termes de main-d'œuvre pour les chantiers en cours : grand carénage, maintenance, démantèlement. Ce n'est pas forcément posé sous forme interrogative, mais on voit bien qu'il y a la question de la tension déjà actuelle avec les différents chantiers en dehors de la construction de nouveaux réacteurs. Une autre question : quels sont les métiers les plus recherchés pour ce chantier ? On parle beaucoup de soudeurs, est-ce que l'on pourrait avoir une liste des trois ou quatre métiers les plus recherchés actuellement pour ce chantier ? Et puis, peut-être une dernière : a-t-on prévu d'aller dans les différentes écoles d'ingénieurs, facs, IUT et même lycées pour redonner de la visibilité sur ces métiers et d'impliquer, pour ce faire, l'Éducation nationale ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, Juliette. Je pense que l'on va passer la parole à M. MÉNAGER d'EDF, si vous le voulez bien, pour répondre à ces trois questions qui vous concernent directement, sur la pénurie de main-d'œuvre, sur les trois ou quatre métiers phares et sur le travail avec les écoles et les universités.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Merci J'ai envie de commencer par la dernière question. À l'invitation de la Commission particulière du débat public, on était dans une école d'ingénieurs normande la semaine dernière, devant un amphithéâtre de 200 étudiants. C'était à l'ESIGELEC, il n'y avait pas que des étudiants de l'ESIGELEC et cela a été très riche, du vrai débat, une vraie conscience qu'il n'y avait pas une solution miracle et qu'il fallait quelque chose d'équilibré, un mix, et ce sont des étudiants. Là, il y a eu la question à main levée, le brise-glace de la CPDP : combien seraient prêt à aller travailler dans la filière nucléaire ?

Il y a quasiment un tiers de l'amphith atre qui a levé la main, c'est ce qu'il s'est passé et je pense d'ailleurs que vous pouvez le revisionner. Donc, un temps d'optimisme. Vous voyez qu'il y a des actions vers les écoles et même la CPDP était venue au sein d'une  cole.

Après, les trois ou quatre métiers. Le top 3 des métiers, difficile de répondre parce que le leitmotiv est « les bonnes compétences au bon moment ». Donc, oui, les soudeurs parce que  a a marqué l'histoire de Flamanville. Il faudra des soudeurs, il en faudra plein quand on sera dans les montages mécaniques. Ce qui est moins intuitif et moins connu, c'est qu'il en faut dès la phase de génie civil. Sans être trop technique, le bâtiment réacteur, son enceinte de confinement a une peau métallique à l'intérieur qui assure l'étanchéité du bâtiment et cela se soude plutôt en préfabrication sur le site, donc il faudra des soudeurs dès la phase de génie civil. Oui, les soudeurs sont dans le top 3, mais je dirais que, pour les bonnes compétences au bon moment, ce sont plutôt les premières parce qu'il ne faut pas se louper ; il ne s'agirait pas de former plein de gens qui vont intervenir en 2032-2033 alors que l'on aurait besoin de certains en 2024 ou en 2027. Attention aussi à la temporalité.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

J'ai envie d'interroger M. GAULT qui est président de la commission développement  conomie. Très rapidement parce que les gens ne vous connaissent pas forcément dans la salle – les locaux vous connaissent, mais pas forcément les autres – qu'est-ce que votre commission ? Deuxièmement, est-ce que vous pouvez répondre sur les formations qui sont prévues en local ?

M. Patrice GAULT, Dieppe Meca  nergies

Je suis entrepreneur, mais je suis aussi le président de Dieppe Meca énergies qui est une association de 180 entreprises, 12 500 salariés et je suis président de la commission développement économique qui est un gros chantier. La commission est composée des représentants de la région, du département, de la préfecture, des 4 EPCI Dieppe Maritime, Falaises du Talou, les Villes S eurs, Terroir de Caux, CCI Rouen Métropole et Dieppe Meca énergies et le GIPNO. Comme vous le voyez, c'est vraiment une dynamique locale qui se fait autour de la table. La commission travaille dans l'éventualité de la publication du projet puisque pour le moment ce n'est toujours qu'un projet. Nous en sommes malgré tout, aujourd'hui, à 12 réunions ; cela fait un an que l'on travaille pour la préparation. Il est important de bien allier tous les acteurs locaux, collectivités, entreprises, groupements, associations. Les actions du chantier pour qu'il se déroule au mieux :

- Préparer les entreprises à monter en compétence, habilitation, certification, formation.
- Accompagner les entreprises pour répondre aux appels d'offres. Il y a déjà une plateforme qui s'appelle CCI Business qui est gérée par la CCI.
- Sensibiliser et fédérer les entreprises pour l'opportunité des marchés si le projet se concrétise.
- Mettre en place une charte pour éviter – c'est très important – le débauchage de salariés.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

On reparlera de cela tout à l'heure, c'est la concurrence entre les filières, M. GAULT.

M. Patrice GAULT, Dieppe Meca Energies

D'accord.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Il vous reste quelques secondes, monsieur.

M. Patrice GAULT, Dieppe Meca Energies

Maintenant que l'on a replacé [incompris] qui est entre les rangs 1, les rangs 2 et les rangs 3. Pour les écoles, nous avons mis en place des conventions avec des collèges, des lycées et des écoles d'ingénieurs. Nous organisons aussi des visites d'entreprise pour les collèges, les lycées et les écoles d'ingénieurs puisque ce sont vraiment des opportunités pour nos jeunes. Je voudrais répondre aussi sur la commission. Une des premières versions que l'on a mises en place est que la commission travaille aussi sur la problématique de la désertification médicale. Faire venir des médecins, des ophtalmos, des dentistes, car...

débat public organisé par

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Cela, M. GAULT, on va en parler tout à l'heure parce que c'est juste sur l'accueil des emplois, je m'excuse. On va vous redonner la parole, mais on va changer de thématique.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Effectivement, nous avons pas mal parlé de formation, nous savons qu'il y a encore des questions, des observations, des avis et des recommandations à partager. Nous avons entendu en salle qu'il y avait des choses que nous allons proposer d'aborder en temps 3 en comparant les filières notamment et le fait que les différentes filières peuvent mettre les formations sous tension. Je vous propose que l'on passe au temps 2 pour essayer de respecter notre timing. Vous avez vu que les thèmes sont interconnectés, on peut réaborder les questions, mais on aimerait bien mettre la focale sur les conditions de travail et le recours à la sous-traitance et on avait plusieurs questions et avis qui avaient été relayés tout à l'heure. On va se les remémorer et inviter les intervenants à... On va relayer et faire réagir un certain nombre de personnes. Carmen, la parole est à toi pour une première question.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

OK, très bien. Merci, David. Il me semble que c'était la table ocre n 4 tout à l'heure qui a dit « comment on va faire pour avoir les différents services nécessaires en termes de santé, en termes d'infrastructures routières, etc., pour accueillir dignement les nouveaux travailleurs ? ». La table noire a posé la question de savoir s'il y aurait une aide à l'immobilier. Deux interventions, une intervention préliminaire de M. FACQUE tout à l'heure et de la CGT sur la question de la santé et des infrastructures, donc je propose de voir peut-être d'abord avec EDF si vous avez des éléments de réponse à nous apporter.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Côté maitrise d'ouvrage, M. MÉNAGER, je vous invite à vous lever si vous le voulez bien.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

L' tat, sans dire le mot, a évoqué ce qu'EDF pourrait demander si ce projet était décidé, c'est de demander l'accompagnement procédure grand chantier qui ferait que – après, l'état mettrait en place sa coordination – EDF jouerait tout son rôle d'accompagnement. Un acteur local que vous connaissez bien qui est Alban VERBECKE, le directeur de l'Action Régionale Normandie et qui a aussi d'autres casquettes ; je pense que pour envisager ces questions avec les acteurs du territoire, c'est lui le mieux placé.

M. Alban VERBECKE, Normandie Energies

La coordination sur le grand chantier a plusieurs budgets. D'abord, toute l'infrastructure, donc il y a toute une équipe qui sera dédiée quand la décision sera prise, et puis il y a tous les emplois et la formation dont on a beaucoup parlé. D'abord, on a énormément de chance en Normandie, c'est que l'on a un PIB industriel très important par rapport au reste de la France. On a à peu près 20 000 personnes qui travaillent dans le domaine du nucléaire. Je ne dis pas que cela va être facile, mais en tout cas on a les armes pour y arriver et surtout on a la région, l'état, le rectorat, tous les organismes de formation privés et publics qui sont avec nous. On fait un travail collégial, donc on a fait toute une cartographie des besoins en compétence, mais surtout la capacité industrielle de toutes les entreprises normandes qui travaillent de près ou de loin dans le nucléaire. Cela nous a permis de poser le problème et de voir comment on devait s'organiser. Alors, à quoi fait-on face ? D'abord, Emmanuel MACRON a expliqué que l'on devait prolonger les réacteurs existants.

Vous savez qu'en Normandie nous avons 8 réacteurs 1 300 MW, on est passé de 40 à 50 ans, donc ce sont 2 000 salariés en plus. Et puis, dans le gras du grand chantier dont on est en train de parler, ce ne sont pas les 8 000 salariés ; l'ambition est d'en avoir au moins 4 000 en Normandie. Donc, vous avez bien compris que c'est 4 000 + 2 000 = 6 000. Nous devons les échelonner dans le temps, donc nous avons fait toute une cartographie et, le 27 septembre dernier, nous avons fait un grand raout sur la formation puisqu'il y avait 600 personnes qui étaient présentes. Nous avons fait une sorte de gestion emploi des compétences régionales, ce qui n'avait jamais été fait auparavant. Nous avons essayé de lister les priorités. Derrière, la région et l'éducation nationale ont pris conscience de l'ampleur et ont demandé l'aide de l'état.

débat public organisé par

Donc, on a lancé ce qu'on appelle un appel à manifestation d'intérêt pour pouvoir trouver des fonds liés à un plan de relance 2030. Je ne peux pas vous donner la somme exacte parce qu'on ne la connait pas, mais ce seront plusieurs dizaines de millions d'euros qui vont être octroyées normalement à la région, ce qui va permettre de développer [inaudible]

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je vous invite à conclure, vous m'excuserez.

M. Alban VERBECKE, Normandie Energies

Je pense qu'il faudrait au moins 15-20 minutes pour traiter toutes les questions.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Bien sûr, nous savons.

M. Alban VERBECKE, Normandie Energies

Sur la partie infrastructure, c'est important parce qu'il y aura pas mal de personnes à accueillir. On voit bien que l'on aura besoin de près de 1 000 à 1 500 salariés ingénieurs, mais aussi énormément de techniciens et il faut les accueillir. Donc, on travaille avec l'état, avec le département, avec la région, pour y parvenir.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Merci beaucoup. Peut-être que là, dans le temps 2, on se concentre vraiment sur la question des conditions de travail, donc l'accueil aussi des nouveaux travailleurs et le recours à la sous-traitance. M. GAULT, tout à l'heure, vous vous appr tiez à dire ce que vous mettiez en place localement ; peut-être que je vous passe le micro. Sur les infrastructures, plutôt.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Vous étiez en train de nous dire les efforts que vous aviez faits sur la santé.

M. Patrice GAULT, Dieppe Meca  nergies

Sur la santé, comme tout le monde sait, on est quand même un territoire assez sinistré. Une des premières actions que l'on a mises en place est que j'ai refait une sous-commission dans la commission développement économique avec des médecins, des dentistes, des pharmaciens, des directeurs de laboratoire et il y a l'hôpital aussi dans cette commission.   l'hôpital, ce qu'il faut savoir, c'est qu'ils sont aujourd'hui 76 internes. Donc, on essaie de sensibiliser ces internes. Comment on le fait ? Les internes sont très contents de venir à Dieppe parce qu'ils sont à l'hôpital de Dieppe et, juste à côté, il y a la gare. Donc, tout le temps qu'ils restent à Dieppe, ils ne voient que l'hôpital et la gare. On essaie de les intéresser, on les a questionnés pour leur demander s'ils voulaient connaitre autre chose que l'hôpital et la gare. Donc, ils veulent visiter, par exemple, la centrale, ils veulent visiter Alpine, ils veulent visiter un petit peu tout ce qui est culturel. On est donc en train de préparer des petits parcours en bus pour essayer de leur faire visiter d'abord toute la côte et après aller soit chez Alpine, soit dans une centrale ou ailleurs. C'est l'une des actions que l'on est en train de mettre en place. Ce que l'on essaie aussi de faire, c'est le recrutement ; on essaie aussi de recruter des dentistes et des médecins. Il y a une personne qui s'occupe de cela. Aujourd'hui, nous avons déjà mis en place un cabinet de dentiste et ils viennent juste d'ouvrir une clinique dentaire qui est à Dieppe,   Saint-Aubin. Dans les deux ans à venir, on aura 10 dentistes. Là, il y en a déjà 3 et 2 autres qui arrivent bientôt.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Je vais passer la parole à la salle et puis après on demandera aussi à Juliette de bien vouloir revenir pour parler du thème n 2 sur YouTube. N'hésitez pas à lever la main et je peux vous donner successivement la parole. On va prendre 3 observations. Il y a monsieur tout au fond, si vous le voulez bien. Je vous invite à vous lever.

M. Richard KOBYLARZ, CLIN Paluel-Penly

Bonsoir. Richard KOBYLARZ, je fais partie, comme membre suppléant, de la CLIN Paluel-Penly. À propos des dentistes et des médecins, vous dites que certains vont venir, mais peut-être de l'étranger. Quelle est la proportion de personnel étranger que vous allez faire venir pour les travaux éventuels de l'EPR2 ? À propos des conditions de travail, cela m'a fait penser à ce qu'il s'est passé à Flamanville. À un certain moment, il y a eu 300 ouvriers polonais qui étaient là, qui ont été employés et leurs conditions de veille étaient tout à fait intenable. Ils ont osé protester et ils ont été virés immédiatement. Alors, ils n'ont pas bien compris les termes de leur contrat puisqu'il était rédigé en grec, le siège social était à Chypre et tout cela passait par l'Irlande. Est-ce que cela va se passer de la même manière ?

Je pense qu'il y aura quand même des difficultés puisque tout le monde parle de la tension au niveau des difficultés que l'on a à trouver du personnel. Je viens de lire un article de la presse allemande, les industriels allemands se plaignent énormément d'une pénurie incroyable de main-d'œuvre qualifiée. Je pense que, si je venais d'un pays de l'Est, j'irais plutôt en Allemagne parce qu'on est beaucoup mieux payé là-bas. Donc, cela m'étonnerait que l'on trouve facilement des gens pour venir bosser sur ce chantier.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Je vais prendre deux autres interventions de la salle. Je vous invite à vous présenter, monsieur.

M. Stéphane ARZI, EDF

Stéphane ARZI, je suis employé EDF et je suis également président d'un club de sport sur les trois Villes Sœurs. Vous parlez beaucoup des infrastructures que vous vous préparez à développer sur la région via Époisses, mais j'ai l'impression que l'on oublie la vallée de la Bresle, tout simplement. C'est tout ce que j'avais à dire.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Est-ce qu'il y a une troisième intervention sur le sujet ?

M. André PALU, CFE-CGC

Bonjour. André PALU, CFE-CGC. Je voulais intervenir d'abord sur le terme de sous-traitance, je pense qu'il n'est pas adapté. On a besoin de partenaires industriels parce qu'il y a une notion de coopération et de conduite dans la durée de cette coopération. Je vous invite à éviter le terme de sous-traitance. Le deuxième point est que pour qu'une direction d'entreprise puisse s'engager, il faut qu'elle ait un contrat, il faut qu'il y ait un appel d'offres qui soit passé avec suffisamment d'anticipation, faute de quoi elle ne pourra pas s'y préparer et embaucher le personnel. Donc, c'est vraiment une affaire d'organisation et de méthode. Le maître d'ouvrage doit au plus tôt passer les contrats pour que l'entreprise se prépare et embauche.

Ensuite, cette embauche doit se faire en s'appuyant sur des reconversions, de la réinsertion et puis en s'appuyant sur les jeunes qui sortent de l'école. Il faut éviter les débauchages et, s'il y a des débauchages, c'est une affaire à somme nulle et cela n'apporte rien à personne. Donc, il faut vraiment travailler à la reconversion, la réinsertion et l'Éducation nationale qui doit fournir ces jeunes. Pour qu'elle fournisse ces jeunes, il faut que l'on ait une vision précise, métier par métier, des besoins. On a besoin de combien de chaudronniers, de tuyauteurs, de robinetiers, dans quel espace-temps et par rapport au programme ? Ce n'est pas que l'affaire de la Normandie, c'est aussi l'affaire des autres régions parce que les entreprises vont venir de plusieurs endroits.

Enfin, il faut penser aux entreprises de la région qui peuvent travailler en rang 2 et fournir du personnel vis-à-vis des entreprises de rang 1 et cela me paraît extrêmement important que l'on travaille aussi sur ces points.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Cela fait le lien avec le thème précédent sur les besoins de formation. On a entendu parler de personnel étranger, on a entendu parler de la Vallée de la Bresle, ce qui mérite probablement des réactions, Carmen.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Oui. Sur la question du personnel étranger, « va-t-on trouver du personnel étranger pour travailler sur nos chantiers, au regard de la tension à l'échelle du marché européen ? », tout comme sur la question précise qu'abordait M. PALU sur les besoins et les métiers vraiment précisément, peut-être que je me tourne vers la maîtrise d'ouvrage.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Merci. Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, la démarche a été esquissée par Alban VERBECKE qui, je pense, aurait encore plus de choses à dire, mais c'est d'abord de faire le maximum à travers l'emploi local. C'est le maximum et on a esquissé de débaucher la multitude de dispositifs pour cela et c'est bien cela le maximum. Après, l'objectif est d'essayer d'aller vers les 50% qu'a atteints Flamanville et je pense que c'est un bel objectif. Après, c'est élargir le cercle, c'est-à-dire que l'on cherche local et quand on n'a plus, c'est aussi l'intérêt d'un programme national, d'un programme français, c'est de chercher au-delà de la région en France et c'est vrai que les synergies du programme... Si le programme est décidé, si Penly se fait et que cela se poursuit – le deuxième est dans un autre dossier – la proposition qui est faite serait Gravelines dans les Hauts-de-France ; on y est presque, donc vous voyez qu'il va y avoir ces synergies. Après, quand la France ne suffit pas, on élargit le cercle. C'est bien de cette façon-là que l'on envisage, que l'on cherche local, que l'on élargit et finalement que l'on trouve plus loin.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Merci. Peut-être pour préciser un peu, là, à l'échelon local, donc au niveau du projet, mais au niveau du programme, est-ce que déjà dans vos plans il y aura besoin de faire appel à du personnel étranger ou ce n'est pas encore défini ?

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Peut-être que l'on peut s'adresser aux industriels, mais, en tout cas, la logique de tout le monde est bien celle-là. On peut prendre toutes les ressources que l'on mobilise, on a parlé d'échelon social, quand je dis « chercher local », c'est faire travailler l'économie locale, c'est faire revenir à l'emploi des gens éloignés de l'emploi, donc je dirais que c'est la priorité 1 et après, je vous l'ai dit, on élargit le cercle. Après, il y a la vision des industriels et je ne sais pas. Peut-être que le GIFEN peut compléter ou les représentants des différentes branches qui ont chacune des actions à l'intérieur. Le sujet est de trouver les bonnes compétences au bon moment et le plus proche possible ; c'est la démarche. Je ne sais pas si...

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

M. BARD ?

M. Olivier BARD, Délégué général du GIFEN

Merci. Je ne vais pas revenir sur tout ce que vient de dire Antoine qui est parfaitement exact. Peut-être un point de complément pour éclairer le débat. Les entreprises de la filière nucléaire française sont exportatrices. Bien sûr que l'on va travailler dans l'ordre de priorité qu'évoque Antoine. On s'inscrit dans un contexte européen où la relance du nucléaire ne concerne pas que nous. Nous avons une filière qui est prête, qui est autonome et qui a une partie quand même qui travaille avec ses voisins et puis, globalement, qui est exportatrice. Donc, les emplois que l'on crée en France [inaudible].

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Il y avait une question sur la vallée de la Bresle. Peut-être qu'il y a une personne ici présente qui veut réagir.

M. Patrice GAULT, Dieppe Meca Énergies

Excusez-moi, mais tout à l'heure j'ai parlé de la CCI et, aujourd'hui, la CCI Rouen Métropole est antenne pour la vallée de la Bresle. Je pense que Vincent LAUDAT, le président, peut en parler.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Oui, M. LAUDAT, président de la CCI.

M. Vincent LAUDAT, CCI Rouen Métropole

Merci de cette introduction, Patrice. Oui, tout à fait, j'interviens aujourd'hui comme président de la CCI Rouen Métropole, délégation de Dieppe, Rouen, Elbeuf, Eu – Le Tréport et au nom des CCI normandes. En effet, dans ces dispositifs, quelle est la feuille de route des chambres de commerce pour ce plan nucléaire ? Dans un premier temps, il est d'optimiser le tissu industriel existant en travaillant avec la filière nucléaire en Normandie. J'ai 9 points que je vais essayer de lister rapidement.

- Constituer un groupe de travail interentreprises sous le format plateau pour gagner en compétitivité sur le sujet du nucléaire pour les fonctions transverses.
- Travailler avec Dieppe Meca énergies et le GIPNO pour fluidifier les relations entre donneurs d'ordres de rang 1 et sous-traitants de rang 2.
-  largir le nombre d'entreprises pouvant se diversifier dans le domaine du nucléaire.
- Travailler surtout sur le transfert des compétences.
- On a parlé des Hauts-de-France, c'est aussi une action que l'on va mener sur la convergence avec la région des Hauts-de-France.
- Travailler avec les filières de la région : l'automobile, l'aéronautique et l'agroalimentaire.
- Pour protéger nos entreprises de la sous-traitance, on engage une réflexion – c'est cette réflexion que l'on a avec Dieppe Meca énergies – sur la mise en place d'une clause de non-débauchage. En fin de compte, c'est un sujet très important pour nos PME, il y aura un impact très fort sur le tissu économique. On veut en effet que nos entreprises ressortent renforcées de ce grand marché.
- Le point 9 est le point important aussi, c'est de continuer à développer, par l'intermédiaire de la plateforme CCI Business, les moyens concrets pour les PME cotraitant – moi non plus, je n'aime pas trop le mot « sous-traitant » – partenaires du nucléaire pour pouvoir répondre aux grands enjeux et au marché du nucléaire.

J'interviendrai tout à l'heure sur le point 3 sur la formation.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

La question était sur la vallée de la Bresle, mais, par ricochet, cela vous a fait intervenir. J'invite les intervenants et les intervenantes à ne pas se passer les paroles les uns les autres parce que la priorité est aussi donnée au public qui doit pouvoir s'exprimer et partager ses questions et ses observations. Juliette, on va faire un petit point Internet sur le thème des conditions de travail et du recours à la sous-traitance, un thème débattu, tu nous le disais tout à l'heure.

Mme Juliette ROHDE, Commission particulière du débat public

Rebonsoir. En ligne, beaucoup de questions qui ont aussi concerné la prise en compte du retour d'expérience de Flamanville en matière de sous-traitance. La soirée s'est aussi ouverte sur un certain nombre de remarques d'entrée de jeu sur les conditions de travail. Il a été mentionné les campings qui étaient pleins   proximité du chantier de Flamanville, des entreprises qui étaient, pendant l'hiver, obligées de passer en mode travail de nuit ou travail le week-end, etc. Donc, la question de la convention collective a été soulevée avec beaucoup de précision. Quelle est la convention collective actuellement en vigueur, ou quelles sont les conventions collectives actuellement en vigueur dans le secteur du nucléaire ? Avec un appel à ce qu'il y ait une convention collective unique pour les travailleurs en zone contrôlée, peu importe leur statut, ou leur niveau de sous-traitance.

Il y a aussi une intervention qui concernait le suivi médical en invitant à ramener la p riodicite des visites médicales à tous les 6 mois pour les salariés de catégorie A et tous les ans pour les salariés de catégorie B. Sur la question de la prise en compte du retour d'expérience de Flamanville, il y avait des demandes : « est-ce que l'on peut rappeler les métiers concernés par la sous-traitance ? » ; « quelles sont les règles actuellement en vigueur et à quoi s'engage EDF concrètement pour les chantiers à venir ? ».

Et puis, je vais terminer avec une dernière question qui est : comment EDF se propose de mettre en place le suivi et la surveillance de ses sous-traitants dans un contexte où on observe une perte de compétence en interne ? Est-ce que, dans ce contexte, le suivi et la surveillance pourront bien être assurés dans de bonnes conditions ?

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, Juliette. Je pense que la plupart des questions s'adressent à EDF sur le REX de Flamanville, sur les conventions collectives, sur le suivi médical. Il y a des propositions sur lesquelles vous pourriez réagir, ainsi que la dernière question sur le suivi des sous-traitants, M. MÉNAGER.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Effectivement, sous-traitance, partenariat, c'est vrai que l'on préfère ces mots-là, mais déjà rappeler que ce n'est pas EDF toute seule qui construit ces centrales. Cette sous-traitance ou ce partenariat est nécessaire, on prend les meilleurs spécialistes industriels pour construire nos centrales ; cela s'est fait comme cela par le passé. Ce n'est pas EDF qui fait le génie civil, ce n'est pas EDF qui soude les tuyaux et, du coup, c'est tout à fait normal. Par contre, c'est EDF qui exerce la responsabilité de la sûreté nucléaire quand ses installations sont en exploitation, mais dès la phase construction puisqu'il porte cette responsabilité d'exploitant nucléaire. Cela induit l'obligation de surveillance, donc ces travaux qui sont faits doivent être surveillés. Vous l'avez dit, c'est aussi un enjeu de compétence pour les personnels EDF et d'ailleurs on observe aussi un mouvement de réinternalisation d'un certain nombre d'activités, donc on est bien dans ce mouvement et tout ce que l'on dit pour les compétences, c'est la filière et cela inclut bien sûr EDF.

Il y a une question sur les conventions collectives. En fait, il n'y a pas de convention collective du nucléaire. Je disais que l'on a besoin de toutes les compétences de l'industrie puisque finalement on retrouve toutes les branches de l'industrie. Alors, EDF, en qualité d'exploitant nucléaire, va exploiter et on surveille que l'on est dans la convention des industries électriques et gazières. En fait, tous ceux qui interviennent sont dans leurs différentes conventions et on pourra en citer quelques autres. Ensuite, il y a beaucoup de questions qui sont relatives plutôt au suivi des travailleurs en zone contrôlée. C'est un vrai sujet, mais qui est extrêmement r glement  et extrêmement suivi sur nos centrales en exploitation. Aujourd'hui, quand on construit un réacteur, on est dans les phases où l'on n'est pas encore soumis au travail [incompris], mais une fois que les réacteurs seront en exploitation on suivra bien sûr les mêmes règles. J'espère que je suis passé à peu près sur toutes les questions.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Oui, tout à fait, on vous a accordé un temps supplémentaire parce que c'était copieux, donc bravo pour les deux minutes. Je me permets de rebondir, il y avait une proposition précise, c'était 6 mois pour catégorie A et un an pour catégorie B. Précisément, sur cet avis, est-ce que vous avez une réaction ?

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Déjà, je ne suis pas médecin du travail, donc je ne sais pas répondre comme cela, mais je sais ce qu'il se pratique pendant l'exploitation et honnêtement on est un peu loin de notre sujet de l'emploi et des compétences pour lancer le programme EPR2.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Il y avait aussi des réactions devant, c'est  a ? Vous vouliez parler sur les conditions de travail et le recours à la sous-traitance, donc je vous passe la parole.

M. Mathias DUPUIS, CGT

Merci. C'est en lien avec plusieurs choses puisque j'avais demandé la parole, mais évidemment déjà je vais me féliciter du consensus que fait la formation parce que la formation...

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je vais juste vous inviter à vous présenter, excusez-moi.

M. Mathias DUPUIS, CGT

Oui, Mathias DUPUIS, je suis secrétaire de la CGT   Dieppe, territoire qui comprend deux centrales nucléaires, Paluel et Penly, mais aussi toute l'interpro et tous les métiers qui existent. Donc, évidemment, nous sommes très contents qu'il y ait un consensus sur la formation – c'est ce que j'entends depuis tout à l'heure – puisqu'il y a 30 ans, quand on se battait contre la fermeture des filières à la CGT, nous étions un peu seuls, à part quelques élus que je vois dans la salle, puisqu'on a fermé, je rappelle, toutes les filières tuyauteurs, soudeurs, chaudronniers puisqu'on nous avait dit « vous n'avez plus de chantier naval,

a ne vous sert plus à rien dans la région, on va vous les fermer à. On voit qu'aujourd'hui on les demande. L'intérêt aussi d'avoir des gens formés, si on veut avoir des gens formés qui restent, c'est aussi qu'il faudrait peut-être bien les payer ; ce serait plutôt pas mal parce que je pense que cela les ferait rester et je pense que débloquer les salaires serait une bonne chose aussi évidemment.

Sur les métiers de la sous-traitance, je rappelle quand même, par rapport à l'intervention qui a été faite à Flamanville, que c'est grâce à l'intervention de la CGT que Bouygues a été condamné pour travail dissimulé au travers de tous ces contrats. Donc, effectivement, l'exigence que l'on a ici sur le chantier de Penly – on est en discussion évidemment avec les responsables d'EDF – c'est d'avoir le droit social français qui soit imposé sur tous les employés, qu'ils viennent d'ailleurs ou qu'ils viennent d'ici. Il faut absolument que les conventions collectives françaises et que le droit français soient imposés ici. Et puis, sur les conditions de travail, on a des moyens d'avoir des référents en matière d'hygiène, de sécurité et d'avoir des structures. On a besoin d'avoir, sur place, des structures syndicales qui soient imposées ; c'est aussi en discussion avec la direction d'EDF pour que, dès le début du chantier, les syndicats puissent être sur place pour pouvoir prévenir aussi de toutes ces problématiques, des abus qu'il pourrait y avoir sur des sous-traitants.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je vais vous inviter à conclure, monsieur, excusez-moi.

M. Mathias DUPUIS, CGT

Je conclus. Je suis comme M. VERBECKE, j'aurais besoin de 20 minutes ou d'une demi-heure en plus, mais pas sûr qu'elles me soient accordées. Juste pour finir vraiment, je pense que la sous-traitance, on ne peut pas la changer. Ce n'est pas « partenaire social », ce n'est pas « partenaire », c'est de la sous-traitance, EDF a fait de la sous-traitance pendant des années. On a besoin aussi d'avoir des structures à l'intérieur et des maisons qui suivent tout cela. Merci à vous.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci à vous. Je vous propose que l'on repasse au temps 3...

M. Jean-Paul CHOULANT, CFDT

J'avais encore un petit point...

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je suis désolé, je vais vous laisser...

M. Jean-Paul CHOULANT, CFDT

Je suis désolé, mais vous m'avez demandé d'intervenir sur le point 2. En plus, c'est dans ce coin-là. Je n'ai rien dit dessus, je n'en ai pas pour longtemps.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je ne savais pas que nous avions convenu de cela. Je vous donne la parole, mais, si cela vous va, rapidement parce que vous vous êtes déjà exprimé tout à l'heure et on va passer au temps 3.

M. Jean-Paul CHOULANT, CFDT

L , c'est en lien avec le REX sur Flamanville. Cela s'adresse beaucoup au maitre d'œuvre. Quand on parle des conditions de travail, je pense que les conditions de travail passent aussi par un dialogue social de qualité sur le chantier, donc avec le maitre d'œuvre, maitre d'œuvre qui a une politique RSE qui est connue de toute façon par rapport à ses sous-traitants. La question, effectivement, mon collègue de la CGT l'évoquait, c'est d'avoir les moyens aussi au niveau des organisations syndicales de pouvoir être présent sur le site – je pense que c'était vrai à Flamanville et ce sera vrai de toute façon – pour que l'on puisse effectivement, organisation syndicale interprofessionnelle, faire aussi le relai des problématiques de conditions de travail des sous-traitants.

Cela veut dire aussi, je pense, des instances, par rapport au chantier, entre les employeurs, le donneur d'ordre, mais aussi les représentants des organisations syndicales ; il faut qu'il y ait ces choses-là en place.

Est-ce qu'il y a physiquement une présence des organisations syndicales sur le site ? Est-ce qu'il y a aussi la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF) sur Cherbourg ? Il y a aussi ces questions-là. Comment s'organise le dialogue social pour avoir de bonnes conditions de travail et quelle est la place des partenaires sociaux ? On parle beaucoup de partenaires, mais il y a des partenaires sociaux aussi. Comment peut-on tous ensemble avoir ces lieux pour travailler sur ces sujets ?

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Au cours de l'instruction de cette journée, on nous avait également demandé s'il y aurait un fonds spécifique abondé par EDF pour le dialogue social ; je complète la question, si EDF peut répondre.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Je réponds avec plaisir. Le point de départ que doit prendre Penly, s'il se fait, en termes social, c'est le point de terminaison de Flamanville. Effectivement, les débuts ont été difficiles ; sous l'interprétation des organisations syndicales, il y a eu des choses de faites, il y a eu du dialogue, il y a des choses qui se sont reconstruites en cours de route. Là aussi, il y a un retour d'expérience et il y avait des instances. De toute façon, il y a un accord social qui avait été signé à Flamanville ; c'est une bonne base de départ.

Ce n'est pas un secret, on a commencé aussi à concerter et à imaginer comme cela pourrait se faire. C'est ce qu'on entend dans le débat public aujourd'hui et le débat public sert à cela, c'est d'entendre tout ce qui est sujet OS, ce que l'on pourrait faire et, évidemment, on en tiendra compte pour nourrir la suite que l'on va donner au projet. Ce que l'on entend dans le débat peut effectivement nourrir la suite, mais soyez assurés qu'il ne s'agit pas de faire de la régression, mais de s'appuyer sur tous les acquis et le travail que l'on avait mené ensemble.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. MÉNAGER. Je vous propose que l'on passe au thème n 3 sur la concurrence avec les autres filières, autre sujet que l'on a commencé un petit peu à aborder déjà dans les deux premiers temps. Nous avons, Dominique, plusieurs questions et observations qui étaient remontées des tables. Je propose qu'on les reprenne une par une puis, vous connaissez l'exercice, on vous redonnera la parole en salle.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Les questions concernent le comparatif entre les emplois de la filière nucléaire et les emplois ENR. Dans un premier temps, M. LAUDAT, peut-être que vous pourriez répondre sur les formations que vous mettez en place sur la formation nucléaire. En face de vous, peut-être que Normandie énergies pourrait nous dire ce que les filières comme l'ENR ont mis en place ou quel est l'état des lieux à l'heure actuelle.

M. Vincent LAUDAT, CCI Rouen Métropole

Les chambres de commerce ont un dispositif de formation très important puisque nous sommes le deuxième opérateur derrière l'éducation nationale avec la formation sur la Normandie avec plus de 55 000 personnes. Donc, ce sont 12 établissements de formation, 7 CFA, 5 écoles d'ingénieurs et du bâtiment et ce sont 10 métiers en lien avec la filière industrielle que nous allons relancer ou qui sont déjà existants. Qui sont lancés :

- Le dispositif de formation ESCCI sur Évreux.
- Une  cole bien connue : l'ESIGELEC qui est évidemment un acteur important de la formation en génie électrique et électronique.
- Le lancement d'une nouvelle  cole sur Rouen qui est une  cole supérieure de la performance industrielle.

En effet, la CCI Ouest Normandie est très impliquée dans l' cole de la formation du soudage. Et puis, sur le territoire Dieppois, nous sommes en avance de phase et nous sommes en train de faire des travaux pour remettre en état notre centre de formation Dieppois, en attente de phase en réception de la GPEC régionale et nous nous mettrons en ordre de marche pour pouvoir dispenser les formations qui seront demandées le moment venu par le grand chantier.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. M. P ZIER ?

M. DIDIER P ZIER, Normandie Energies

On parlait d'interaction entre les différentes filières. Il est évident que c'est un des sujets importants. Nous avons travaillé plusieurs mois notamment sur une cartographie des compétences, c'est important. On parlait tout à l'heure de visibilité par rapport aux besoins, nous sommes allés voir les entreprises. Nous nous sommes bien entendu appuyés par le biais du GIPNO qui est un des fleurons de la structure du nucléaire, mais aussi au niveau des industriels, de façon à essayer d'avoir cette cartographie des compétences, d'aller voir les industriels, les entreprises, les PME, les TPE qui travaillent dans cet environnement et puis de se définir sur un plan d'action sur 10-15 ans.

Je vous l'évoquais tout à l'heure, nous travaillons pour nos enfants, donc il est évident qu'il faut que l'on ait une visibilité très forte. Cette visibilité, on peut après la travailler avec les établissements régionaux – on parlait tout à l'heure de nos régions – donc, les lycées, même les collèges ; par rapport à notre activité, je pense que c'est important d'aller voir les collèges pour pouvoir rendre ces métiers attractifs. Donc, travailler avec les collèges, les lycées, les établissements d'enseignement supérieur pour pouvoir mettre en place une cartographie de compétence et un plan de formation sur les dix prochaines années qui permette à nos jeunes de pouvoir répondre aux attentes des industriels et du domaine du nucléaire.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Et les filières ENR, en parallèle, est-ce qu'il y a un besoin ? Est-ce qu'il y a une inquiétude ?

M. DIDIER P ZIER, Normandie Energies

Je parlais de cartographie industrielle, mais bien entendu j'épargne [incompris] les ENR. Une filière [incompris] énergie, il est évident que l'on a un véritable défi sur le territoire normand de pouvoir répondre à ces attentes-là aussi. Quand on parlait d'interaction, on parle d'interaction de formation au niveau du milieu industriel, des ENR qui permettent de pouvoir se définir une véritable stratégie à moyen terme. On a évoqué, je crois, dans le courant de la soirée, l'après-demain ; l'après-demain, c'est déjà maintenant. On évoquait tout à l'heure Gravelines ; si on est leader en matière d'énergie, demain on pourra aller s'étendre sur certaines régions pour que nos jeunes puissent continuer à poursuivre leurs activités dans ce domaine de l'énergie.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Dominique, nous avons d'autres questions issues des tables ?

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Non, on avait juste un comparatif entre les deux, mais on voudrait finir par cela. Est-ce que YouTube a des questions à ce sujet ? On a deux questions dans la salle et deux femmes, tu vas être content.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Il y a une question, je vois une main levée ; trois femmes, on me glisse à l'oreille.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

On ne peut que vous donner la parole.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Allez-y.

Mme Carmen BILON, Sans Offshore à l'Horizon

Bonsoir. Je suis Mme BILON, présidente de Sans Offshore à l'Horizon. Il y a quelque chose qui me chagrine quand même. Je tiens à vous informer qu'au lycée d'Eu, la fonderie est fermée depuis déjà presque 2 ans. Donc, je ne pense pas que l'on ait vraiment favorisé la filière nécessaire dans le coin. Autre chose, on parle d'emploi, on va assister à plus de 2 000 emplois supprimés. Pourquoi ?   cause de l'usine éolienne. Je trouve que l'EPR et l'éolien sont incompatibles, ce n'est pas possible. Fukushima avait le tsunami ; nous, nous avons les éoliennes. Mettre un parc éolien en face d'une pareille centrale qui va devenir très importante, c'est vraiment aimer le risque.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Il y avait une deuxième personne qui avait levé la main, je crois, ici présente. S'il vous plait, allez-y, madame.

Mme Lynn DEHORNOY, Directrice du Pôle Emploi de Friville-Escarbotin

Bonjour. Lynn DEHORNOY, je suis directrice du Pôle Emploi de Friville, donc dans le territoire voisin de la Somme qui somme toute n'est qu'à 20 kilomètres. J'ai beaucoup entendu parler de la Normandie et de la mise en place de formation, notamment par la CCI. J'aimerais savoir s'il va y avoir des liens qui pourront être faits notamment sur le côté Eu, Vimeux, etc., parce qu'il n'y a pas que Dieppe qui sera concernée et il n'y a que 180 degrés dans la mer, donc il faut monter un peu au nord.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Une troisième observation de madame ici présente.

Mme Catherine BOUTIN, Association locale

Catherine BOUTIN, je fais partie des associations locales qui se battent contre le projet des éoliennes en mer qui sera face à Penly. Cela me fait plaisir d'entendre que Penly doit créer 8 000 emplois pour la région, c'est vraiment une très bonne nouvelle et cela redynamisera la région, c'est formidable. Par contre, on sait déjà que la centrale en face qu'ils veulent installer va en détruire parce que ce sont tous les p cheurs qui vont disparaître dans la région. Il faut savoir que les p cheurs du coin, d'après l'observatoire, sont 2 640 en Normandie et 917 en Hauts-de-France qui viennent p cher dans le coin. Donc, on est en train de supprimer des emplois pour créer des emplois qui seront complètement étrangers parce que ce sont des éoliennes SIEMENS, donc ce sont des éoliennes... On est en train de supprimer les p cheurs pour créer des emplois à l'usine SIEMENS allemande, sachant très bien aussi que toute la construction se fait par des sociétés totalement étrangères. On est envahi d'éoliennes dans le coin, on cherche les emplois. Si, c'est le sujet, madame, parce que nous sommes en train de parler des emplois des ENR par rapport au nucléaire. C'est un exemple concret, on a une usine éolienne face à Penly ; il y en a une qui crée 8 000 emplois et il y en a une autre qui en détruit 2 000.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Donc, nous avons des questions sur la création et la destruction d'emplois, nous avons évoqué la fonderie qui a fermé. On peut peut-être faire réagir un certain nombre de parties prenantes par rapport à ces sujets. Et puis, il y avait le Vimeux aussi. On va faire réagir sur ces trois observations, je suis désolé, après on fera peut-être un autre tour de table, mais on peut déjà faire réagir les acteurs sur ces différents points de vue.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

M. LAUDAT veut réagir, peut-être que M. QUIRION pourra nous parler des emplois et du comparatif entre les ENR et puis le nucléaire.

M. Vincent LAUDAT, CCI Rouen Métropole

Juste sur la délégation d'Eu – Le Tréport, Thierry LAMBRECQ est présent ici, c'est issu du fruit du travail en collaboration entre les Hauts-de-France et la Normandie. En effet, nous travaillons sur le développement des emplois, des entreprises, en synergie avec les Hauts-de-France. Donc, ne soyez pas inquiets, l'économie n'a pas de frontière administrative et nous savons très que le coup d'après est à Gravelines. Donc, en effet, la mobilité, la formation, tous ces sujets sont des sujets que nous allons travailler aussi avec la CCI des Hauts-de-France.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

M. QUIRION, est-ce que vous voulez dire un mot ?

M. Philippe QUIRION, Directeur de recherche CNRS, CIRED

Oui, sur les scénarios énergétiques qui sont compatibles avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui sont ceux de la France, mais de l'Union européenne et de la majorité des pays développés.

On ne peut pas se passer d'un développement important des énergies renouvelables, soit en complément de nouveau nucléaire comme dans le scénario N03 que j'ai présenté, soit en l'absence de ce développement de nouveau nucléaire comme dans le scénario M23 de RTE que j'ai présenté. Dans tous les cas, on ne peut pas faire sans ce développement important des énergies renouvelables, entre autres parce que les nouvelles centrales, si le programme est décidé, ne produiront pas avant 2035 ou 2037 au mieux, ceci même en prolongeant les centrales actuelles. Donc, on a besoin de ces énergies renouvelables, ou alors on se dit tant pis pour le climat, mais là, des destructions d'emplois, vous allez en avoir d'autres dans beaucoup de secteurs d'activité si le réchauffement s'emballe et que l'on ne respecte pas les objectifs climatiques.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

Merci. On va juste éventuellement faire réagir le GIPNO et l'UMN sur les problèmes de... Allez-y. Vous n'avez pas de micro.

M. Pascal SAUSSAYE, Président du GIPNO

Bonsoir. Pascal SAUSSAYE, je suis président du GIPNO dont on a entendu parler ce soir et je suis aussi le directeur d'un groupe industriel qui travaille en France et à l'étranger. Pour revenir sur les emplois, vous parliez des formations ; pour les formations, on travaille énormément avec tous les établissements scolaires, le GRETA et même la CCI. On a signé des conventions avec la CCI en Dieppe et jusqu'à Gravelines, on a fait une réunion il n'y a pas si longtemps que cela, début décembre, pour amener plus d'acteurs des Hauts-de-France. En plus, avec les écoles, on participe dans les écoles, on va faire une démonstration de nos métiers, des métiers des gens qui interviennent sur les centrales et dans toute l'industrie ; c'est plus parlant pour les jeunes pour les attirer dans l'attractivité de nos métiers.

On a vu que l'on a réussi à lancer des formations courant 2022 et 2023, on a signé des conventions pour faire des formations, que ce soit en tuyauterie, en soudage, en robinetiers. On a fait de la logistique, on lance dans l'électricité, donc on lance sur beaucoup de métiers. On ne s'est pas arrêté aux tuyauteurs ou aux soudeurs, puisqu'on en parle beaucoup depuis ce soir, mais je connais bien parce que c'est ma partie, c'est mon métier. Par contre, on a lancé énormément de métiers à côté. En électricité, on a besoin de méthodes, de préparateurs aussi pour le BTP, le GC et aussi pour les métiers de la chaudronnerie.

Pour revenir sur les propos de la personne qui parlait tout à l'heure des formations à moins de 20 kilomètres, on a étendu nos formations en commun avec d'autres industries qui s'appellent [le Petro] pour éviter de se prendre des compétences du nucléaire ou dans l'industrie, on fait des formations communes et on travaille ; l'UMN l'expliquera un peu plus tard. On a fait des formations, des accords, des accords-cadres, des conventions avec Le Havre, Rouen. Quand on va sur les Hauts-de-France, comme on est là historiquement sur les Hauts-de-France, on est prêt aussi à travailler sur Eu et [inaudible] la fonderie, il n'y a pas de problème. Encore plus, le GIPNO, on est plus de 150 adhérents dedans, ce sont des entreprises qui travaillent...

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Je vais vous inviter à conclure, monsieur, on arrive aux deux minutes.

M. Pascal SAUSSAYE, Président du GIPNO

On travaille entre Flamanville, Penly, Paluel et Gravelines, donc on est étendu et on prend le Vimeu, il n'y a pas de problème.

M. Dominique PACORY, Commission particulière du débat public

OK, merci bien. Vous vouliez rajouter un mot, monsieur ?

M. Alain VERNA, Université des Métiers de l'énergie

Je voulais intervenir également et compléter sur la question de concurrence, soi-disant, entre les filières. Je voudrais préciser tout d'abord que l'énergie, c'est l'industrie. Il n'y a pas d'industrie sans énergie. On a absolument besoin d'énergie pour transformer la matière et c'est cela qui constitue nos industries. Ensuite, l'industrie, c'est en grande majorité de l'industrie métallurgique. En région Normandie, 50% de nos métiers industriels sont des métiers dépendants de la métallurgie. La métallurgie, ce sont beaucoup de filières différentes.

La métallurgie est transversale et participe à toutes les filières industrielles que nous avons en région, que ce soit l'automobile, l'aéronautique, les énergies bien évidemment aussi. L'UMN de Cherbourg a contribué à la mise en place de l' cole HEFA S de soudage dont on a déjà parlé sur Cherbourg. L'UMN du Havre a contribué à aider SIEMENS, pour l'éolien offshore, à faire ses recrutements et ses formations. L'UMN du Havre a également, de la même façon, contribué à signer une convention avec Paluel pour la maintenance du nucléaire. Donc, nos entreprises industrielles et métallurgiques en particulier sont toutes impliquées dans ces différents métiers, dans ces différents enjeux et ces différents projets. C'est déjà une chose extrêmement importante.

Nous avons des p les formation, nous formons 9 000 apprenants dans nos p les formation, dans les différents métiers dont il a déjà beaucoup été question, y compris électrotechnicien. Nous avons inauguré un nouveau pôle formation sur Cherbourg à l'automne, nous avons inauguré un nouveau pôle formation sur Rouen-Dieppe le mois dernier. Eure Seine Estuaire a des projets d'expansion également de ses pôles formation, nous travaillons avec l'agence régionale de l'orientation sur la route des métiers, il y aura un grand forum tout début février sur Rouen et je vous invite à en faire part. Il faut que nos jeunes aiment à nouveau l'industrie, il faut que le public aime à nouveau l'industrie et donc c'est l'attractivité de nos métiers qui est en cause également.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Vous m'excuserez, sauf si je n'ai pas entendu, je crois que je n'ai pas entendu votre présentation. Si vous pouviez juste préciser qui vous êtes. Il me semble que vous ne vous êtes pas présenté au début.

M. Alain VERNA, Université des Métiers de l'énergie

Alain VERNA, président UMN Rouen-Dieppe et Normandie.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Je vais inviter Juliette pour relayer les réactions sur YouTube sur le thème de la concurrence entre les filières.

Mme Juliette ROHDE, Commission particulière du débat public

Merci beaucoup. C'est donc le dernier relai de ce qu'il se passe en direct sur YouTube. Une question qui est arrivée tout au début de la rencontre sur le tchat. Quelqu'un qui demandait tout simplement quels sont les niveaux de salaires comparés entre la filière ENR et la filière nucléaire. En gros, est-ce que cela paye plus de travailler pour le nucléaire ou pour les énergies renouvelables ? Une autre question qui était : les emplois assurés par le photovoltaïque et l'éolien sont-ils dépendants des subventions accordées à ce secteur ? Et puis, je dois dire qu'il y a eu beaucoup d'appels dans le tchat à ne pas opposer les filières bas carbone entre elles. Du coup, il y a une question qui ressort : y a-t-il des synergies possibles entre les métiers de l'éolien et les métiers du nucléaire en particulier ? Si oui, lesquels ? Quels métiers et quels emplois sont en commun ? Et puis, comment faire vivre ces synergies ? Est-ce que ce sont des conventions, de la planification ? Est-ce que les entreprises dialoguent entre elles ? Qui assure ce dialogue ?

Pour terminer, je dirais qu'il y a aussi eu quelques questions sur la concurrence « infra filière », on va dire, de nouveau, je l'avais déjà évoquée, mais sur la concurrence entre les emplois qui servent pour le démantèlement et ceux qui servent pour la construction.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. On approche de la fin de la réunion, on va relayer les questions. Les questions sont précises sur la comparaison entre les filières. Là, je me tourne vers M. QUIRION, je ne sais pas si vous pouvez apporter des éléments sur les différences de salaires entre les deux filières et sur la part de subvention.

M. Philippe QUIRION, Directeur de recherche CNRS, CIRED

Ce n'était pas là-dessus, mais sur la question de savoir si les emplois dans le photovoltaïque et l'éolien sont dépendants des subventions. En fait, aujourd'hui, le tarif auquel l'électricité issue des éoliennes et des panneaux photovoltaïques est achetée est inférieur, dans la majorité des cas, au tarif de gros de l'électricité, ce qui n'était pas le cas auparavant. En fait, les tarifs sont un stabilisateur du prix pour les exploitants, mais c'est exactement le même système qui sera en place pour l'électricité d'origine renouvelable produite à Hinkley Point en Angleterre, par exemple.

débat public organisé par

Ce type de garantie de prix est aussi ce qui me semble en train d'être négocié par EDF. Donc, ce n'est plus une subvention, c'est un mécanisme de stabilisation du prix et de couverture du risque qui est fourni par le cadre public.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Sur la première question...Je voulais vous adresser les deux, mais peut-être que sur la première... Du côté de Normandie énergies, est-ce que vous avez des indications sur les salaires des différentes filières et des comparaisons à faire ?

M. DIDIER P ZIER, Normandie Energies

Je n'ai peut-être pas de spécification sur les salaires. Par contre, la filière Normandie énergies travaille sur le mix énergétique, donc on est en interaction sur les différents métiers, qu'ils soient l'énergie solaire, l'éolien, le nucléaire, l'énergie fossile. On est dans une liaison très industrielle et cela répond un petit peu au souci d'Alain de pouvoir redonner envie à nos jeunes d'aimer le tissu industriel, c'est un point important. Maintenant, à nous de travailler sur cette interaction qui permet à la fois de pouvoir répondre aux attentes des différents métiers dans les ENR et de pouvoir être en interaction et de pouvoir répondre aux attentes de nos entreprises. Je crois que c'est surtout cela qui est le plus important. Après, sur la notion de salaire, il y a une logique. Après, il faut se rapprocher des branches professionnelles bien entendu, c'est quand même le point important, mais un très bon technicien dans le tissu industriel trouvera matière à pouvoir évoluer et avoir un plan de carrière suffisamment soutenu pour évoluer dans le temps.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci. Il y avait des questions sur les synergies entre les filières. Il y a eu des éléments de réponse qui ont été donnés auparavant, notamment votre intervention sur ce point qui était précise. La dernière question, peut-être que l'on peut la donner à EDF, sur la concurrence infra filière entre construction et démantèlement. C'était une question qui avait été relayée depuis YouTube, M. MÉNAGER.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR2, EDF

Merci. De toute façon, depuis le premier jour du débat, je ne suis pas dans la concurrence, je suis aussi dans la complémentarité, à la fois dans le mix et dans les métiers. La première des complémentarités que l'on développe au sein de la filière nucléaire, c'est une complémentarité entre les métiers que l'on forme pour la maintenance du parc, sur le grand carénage et les compétences dont on va avoir besoin aussi pour construire ce parc. Et puis, un réacteur n'est pas  ternel. Le jour où il arrive dans sa phase de déconstruction, il va mobiliser des emplois. On commence à avoir un début de retour d'expérience avec les opérations de démantèlement qui sont menées par EDF, notamment sur les Ardennes et le premier réacteur PW en France   Chooz qui est plus petit. Il y a quand même un facteur bis en termes d'emplois. [incompris] qui sont mobilisés par rapport à la capacité d'installation. Et puis, il y a quand même une majorité d'emplois en moyenne qui sont quand même moins qualifiés pour les opérations d'exécution, même s'il y a des synergies dans l'ingénierie ; il y a des méthodes, il y a des choses à inventer et tout ce qui est devant nous pour monter les réacteurs graphite gaz. On a quand même de beaux sujets d'ingénierie qui sont en place. Donc, il y a cette complémentarité, mais je dirais qu'aujourd'hui elle est moins porteuse d'emploi que les construire et les exploiter.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. MÉNAGER. Il est 21h50, on approche de la fin de cette réunion. On avait une dernière séquence à vous proposer pour présenter les modalités du débat et après puisque cette soirée n'est pas la fin du débat, bien au contraire. Il y a eu des réunions avant et il y en aura encore, il y a d'autres modalités. Donc, avant le mot de conclusion du président de la Commission, je souhaitais proposer à Carmen de présenter ces différentes modalités pour poursuivre le dialogue.

Mme Carmen BOULEY DE SANTIAGO, Commission particulière du débat public

Merci à toutes et à tous d'avoir été dans l'écoute jusqu'à présent. Très rapidement, on a encore quelques temps forts qui sont prévus, donc d'ici le 27 février. Toutes les rencontres publiques se tiennent à la fois en présentiel et à la fois en ligne. La prochaine rencontre portera – on reste un peu dans le domaine de l'économie – sur les enjeux de c t, financement et rentabilité du programme et du projet.

Elle aura lieu le 26 janvier à Lille et sera précédée de deux séminaires de préparation en ligne, le 17 janvier de 14h00   18h00 et le 24 janvier de 14h00   18h00. Le premier séminaire étant plus centré sur la question du coût et du financement et le deuxième plutôt du coût et du prix et de l'effet sur les prix. Par ailleurs, vous avez toujours les autres modalités du débat pour participer. Si vos questions n'ont pas pu toutes être posées, si votre avis n'a pas forcément pu être entendu, vous pouvez toujours les déposer sur la plateforme du débat via le système de questions-réponses et le maitre d'ouvrage répondra à vos questions ; par exemple, sur les questions qui portaient sur le travail et l'emploi, sur 10 il y en a déjà 7 qui ont une réponse.

Vous pouvez également participer par carte T ou donner votre avis maintenant, en partant, au niveau des urnes. Il y a, si vous êtes de la société civile organisée des personnes organisées, la possibilité de déposer un cahier d'acteur pour donner votre avis, votre non-avis aussi ou vos interrogations et vos questionnements. Enfin, il y a aussi le kit du débat qui est accessible et qui permet de dupliquer le débat à travers 5 thématiques et qui permet d'être autoporté et de porter le débat chez soi, dans les écoles, avec vos connaissances.  videmment, il reste les réseaux sociaux sur Twitter, YouTube, etc.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, Carmen. Je vais inviter Michel BADRÉ à bien vouloir nous rejoindre pour un mot de conclusion de cette rencontre.

M. Michel BADRÉ, Président de la Commission particulière du débat public

Merci. C'est toujours un exercice un peu difficile, ce n'est pas une synthèse en deux minutes de tout ce qu'il s'est dit pendant 2h30 ou 3h et encore moins de tout le travail que vous faites depuis un an ou deux ou bien plus sur ces questions. Je voudrais juste préciser, parce que ce n'est pas forcément clair pour tout le monde, quel est notre rôle à nous là-dedans, l'équipe du débat. Ce n'est pas de venir tout d'un coup en arrivant d'ailleurs pour vous expliquer ce qu'il faut faire. Si la décision de lancer ce nouveau programme est prise... Je me permets de corriger, j'ai bien dit « si la décision de lancer ce nouveau programme est prise » et pas « quand elle sera prise », c'est une autre approche. Si elle est prise, il nous appartient de dire ce que l'on a entendu, ce que vous avez tous dit, ce que vous faites depuis fort longtemps. Je voudrais juste signaler un ou deux points qui m'ont frappé en vous écoulant.

D'abord, dans les questions posées et puis dans les suggestions faites – il y en a une ou deux qui ont été faites – une chose qui m'a beaucoup frappé, c'est le fait qu'il y a un très grand nombre d'acteurs qui sont concernés et qui travaillent là-dessus, que ce soit l'état, les collectivités, la région, le département, les communes, les chambres de commerce, les organisations professionnelles, les organisations syndicales, à l'intérieur de la région, du département et dans la région voisine – cela a été signalé – donc on est vraiment sur un sujet dans lequel il y a une multitude d'acteurs en cause.

Quelqu'un l'a dit à un moment, il me semble même que cela a été dit deux fois, que cela pose évidemment une question de gouvernance. Comment fait-on pour que tout ce monde-là rame dans le même sens ? Ce qui n'est pas absolument évident à priori. Il me semble que, toujours dans le sujet comment fait-on pour que tout ce qu'il se dit sur ce sujet de l'emploi, ce qu'il se dira dans 8 jours ou dans 10 jours sur le sujet de l'économie, ce qu'il s'est dit le mois dernier sur le sujet de l'aménagement du territoire...

Tout cela, ce sont des contributions pour que le Parlement l'été prochain puisse apprécier si l'opportunité de lancer ce nouveau programme existe. Il me semble que sur tout le sujet que l'on a débattu ce soir, la question de la gouvernance entre tous les acteurs est un point essentiel dans l'opportunité sur ce point précis, de même qu'on l'appréciera sur d'autres sujets en fonction de ce qu'il se sera dit. Excusez-moi, ce que je dis là n'a pas une vocation transversale très large, mais c'est une chose qui m'a beaucoup frappé en vous écoulant tous depuis 3h tout à l'heure.

Merci beaucoup, en tout cas, pour vos très nombreuses contributions et l'activité et puis le climat tout à fait serein qu'il y avait dans le débat. Ce n'est pas absolument toujours le cas, mais là c'était le cas et nous apprécions évidemment. Merci beaucoup.

M. David PROTHAIS, Animateur de la réunion (WDPE)

Merci, M. BADRÉ. Merci à toutes et tous. Avant de nous quitter, il y a un pot convivial qui est prévu, c'est la prochaine étape, pour ceux qui sont en salle et on invite ceux qui sont en ligne à faire de même chez eux. Il y a un questionnaire d'évaluation qui a été distribué à table, on vous invite à y répondre. Il peut être déposé dans l'urne à l'entrée.

débat public organisé par

Le questionnaire est également diffusé en ligne pour les youtubeurs qui nous suivent ; on les remercie pour avoir suivi cette réunion. On vous remercie toutes et tous d'être là ce soir et on vous donne rendez-vous pour les prochains temps forts du débat et toutes les autres modalités du débat qui concerne le débat public sur le programme EPR2 et le projet de Penly. Bonne soirée à toutes et tous, merci.